

QUATRIÈME RAPPORT

SUR SA

GESTION UNIVERSITAIRE

A

SA GRANDEUR Mgr EDOUARD Chs FABRE

ARCHEVÊQUE DE MONTRÉAL

PAR

L'ABBÉ J. B. PROULX

VICE-RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ LAVAL A MONTRÉAL

RECEVU
BIBLIOTHÈQUE
UNIVERSITAIRE
MONTRÉAL
AVRIL 1892



MONTRÉAL

C. O. BEAUCHEMIN & FILS, LIBRAIRES-IMPRIMEURS

256 et 258, rue Saint-Paul

1892

A Sa Grandeur Mgr Edouard Charles Fabre,
Archevêque de Montréal.

A bord de la *Champagne*, 1 avril 1892.

MONSEIGNEUR,

Je mets à profit, pour vous faire mon Quatrième Rapport, les loisirs que nous laisse une traversée tout à fait calme : chose rare à cette époque de l'année. De bonnes âmes doivent prier pour nous. (1)

Dans ce rapport, je ne dirai mot de notre " projet de loi pour incorporer les administrateurs de l'Université Laval à Montréal," comme cette question et tout ce qui s'y rapporte font le sujet d'une publica-

(1) Je ne me trompais pas. Dans une lettre circulaire au clergé de son diocèse, en date du 14 mars, Monseigneur l'Archevêque disait :

" Après l'Annonciation, cette oraison (*Pro gratiarum actione*) sera remplacée par celle *Pro navigantibus*, jusqu'à l'arrivée de Mgr Racine et de M. J. B. Proulx, qui s'embarqueront au Havre ce jour-là. Nous allons prier tous ensemble pour leur obtenir un heureux retour d'un voyage qui aura été très avantageux pour le diocèse et la province de Montréal."

tion en deux volumes, que je remettrai entre vos mains, le jour de mon arrivée à Montréal : DEVANT QUÉBEC ET ROME.

Ce quatrième rapport s'étend du premier de juillet 1891 au premier d'avril 1892. Un supplément, probablement, vous rendra compte de ce qu'il me reste d'administration pour atteindre la fin de l'année académique, ou plutôt la fin de mon mandat qui, je l'espère, touche à son terme.

En lisant l'hymne de Vêpres, je n'ai pu ne pas penser au bonheur que je ressens de rentrer au pays et de vous revoir, de même qu'à la grande joie que nous apportons de Rome à votre diocèse :

Festivis resonent compita vocibus,
Cives lætitiâ frontibus explicent.

J. B. PROULX, Ptre,

V. R. U. L. M.

I

MONTREAL, 5 août 1891.

M. V. Daubigny, Lachenaie.

MONSIEUR LE DIRECTEUR, (1)

Je vous envoie une copie de la réponse de M. Laflamme, comme je vous l'avais promis ce matin.

J'ai rencontré, comme c'était convenu, M. le Dr Lachapelle chez lui. Je trouve tout à fait sage ce qu'il se propose de faire.

Espérons que tout finira pour le mieux. C'est là la vie, une suite de difficultés à régler. L'important, pour les élèves, c'est que vous êtes en

(1) Pour l'intelligence complète de ce document et des deux suivants, je renvoie à mon *Troisième Rapport*, page 330-333.

position de leur annoncer officiellement qu'ils peuvent obtenir les titres de Médecin et de Docteur en médecine vétérinaire. Le reste regarde plutôt les professeurs, et viendra sans aucun doute.

Veillez m'excuser auprès de M. Pelletier, je lui écrirai demain.

Je demeure avec une haute considération,

Monsieur,

Votre bien dévoué serviteur,

J. B. PROULX, *Prêtre*,

V. R. U. L. M.

II

QUÉBEC, 2 octobre 1891.

MONSIEUR LE VICE-RECTEUR,

J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, deux extraits des délibérations du Conseil Universitaire tenu ce jour, touchant :

1° Le projet de loi, pour constituer en Corporation les *Administrateurs de l'Université Laval à Montréal*,

2° La demande de l'Ecole Vétérinaire Française de Montréal de la reconnaître comme faculté distincte.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération,

Monsieur le Vice-Recteur,

Votre très humble serviteur,

THOS E. HAMEL, *Prêtre,*

Pro-Recteur U. L.

III

EXTRAIT

DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL UNIVERSITAIRE

TENU LE 2 OCTOBRE 1891.

RÉSOLU : Que la demande de l'Ecole Vétérinaire Française de Montréal, de la reconnaître comme *Faculté de Médecine comparée et de Science Vétérinaire*, excède les pouvoirs con-

férés à cette université par la Charte Royale, qui, énumérant les quatre facultés de Théologie, de Droit, de Médecine et des Arts et leur donnant des privilèges spéciaux en relation avec le Conseil Universitaire, ne la laisse pas libre d'augmenter le nombre des facultés.

Pour extrait conforme,

TH. E. HAMEL, *Ptre*,
Pro-Recteur U. L.

IV

LES TROIS-RIVIÈRES, 4 septembre 1891.

M. J. B. Proulx, *Ptre*, V. R. U. L. M.

MONSIEUR LE VICE-RECTEUR,

C'est avec le plus grand intérêt que j'ai lu la dernière partie de votre rapport à Mgr l'Archevêque de Montréal sur votre administration de l'Université Laval à Montréal ; et je dois vous dire que j'en ai été grandement consolé par l'espoir bien fondé aujourd'hui de voir enfin s'élever sur une base solide une grande et floris-

sante Université Catholique dans la Métropole commerciale de la Puissance, et par là même de voir éloigné pour toujours le danger d'y voir surgir une Université laïque, c'est-à-dire, sans aucun caractère religieux, ce qui aurait été le plus grand malheur pour l'avenir religieux et national des Canadiens-Français. Vous avez très bien fait, dans ce rapport si richement documenté, d'exposer les obstacles sans nombre et de toutes sortes qui s'opposaient à la réalisation de cette grande œuvre.

Je vous félicite donc sincèrement du courage avec lequel vous avez entrepris cette tâche herculéenne, de l'habileté avec laquelle vous avez contourné et surmonté tant de difficultés sans cesse renaissantes et du magnifique succès auquel vous a conduit votre constance inébranlable dans toutes les luttes qu'il vous a fallu soutenir...

Sur ce, je prie Dieu de vous avoir en sa sainte garde et je demeure

Votre très dévoué serviteur.

† L. F., *Ev. des Trois-Rivières.*

V

Les documents suivants donnent l'historique du règlement final, je crois, de la question monétaire, qui constituait depuis des années un embarras insolvable dans les projets d'arrangements universitaires. Je les ai groupés, ne voulant pas en interrompre le fil par l'interposition de pièces étrangères, afin de rendre plus clair le développement de cette importante solution.

ST-LIN DES LAURENTIDES, 6 septembre 1891.

M. le Dr Durocher, président de l'Ecole de M.—
Faculté Médicale de Laval à Montréal.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je n'ai pas oublié que samedi, le 23 d'août dernier, vous m'avez dit que l'Ecole avait nommé un comité pour me rencontrer, et que, pour ce faire, vous attendiez le rapport de vos estimateurs, je vous répondis que je serais à votre disposition, à quelques heures d'avis.

J'ai passé toute la semaine dernière à Mont-

réal, occupé à diverses affaires. Cette semaine je dois rester plusieurs jours à St-Lin, je vous en donne connaissance, afin que, lorsque vous serez prêt à me rencontrer, vous sachiez où m'écrire. Aussitôt votre lettre reçue, ou votre télégramme, je partirai par le premier train.

Les affaires paraissent bien aller, et à l'extérieur tout le monde s'en réjouit. Si le contentement général continue, avant longtemps il en adviendra un grand bien pour l'Ecole de Médecine.

Je demeure avec une haute considération,

Monsieur le Président,

Votre très dévoué serviteur,

J. B. PROULX, *Ptre*,

V. R. U. L. M.

VI

L'An mil huit cent quatre-vingt-onze, le dix-septième jour du mois de septembre.

Devant le soussigné, Cléophas Edouard Leclerc, Notaire public pour la Province de Québec,

dans la Puissance du Canada, résidant dans les cité et district de Montréal, dans la dite Province.

ONT COMPARU : Messieurs Louis Allard, bourgeois, Louis J. Lamontagne, évaluateur, et Alfred Roy fils, bourgeois, demeurant tous trois dans la dite cité de Montréal.

Lesquels ont, par les présentes, déposé au notaire soussigné, pour être mis au nombre de ses minutes, à la date de ce jour, et pour que copies en soient signifiées à Louis Benjamin Durocher, médecin de la dite cité, président de la Corporation dite : l'“ Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal,” faisant affaire en la dite cité, et à Hugues E. Desrosiers, médecin de la dite cité, le secrétaire de la dite Corporation, comme représentant tous deux la dite Corporation, ainsi qu'au dit Docteur Louis Benjamin Durocher, comme représentant les membres cédants de la dite Corporation, d'après les dispositions de l'Acte de la Législature de la Province de Québec, 54 Victoria, chapitre 58.

Un document sous seing privé en date de ce

jour, et en langue française, portant leurs signatures respectives et étant la sentence arbitrale par eux rendue conformément aux dispositions de l'Acte de la Législature provinciale, 54 Victoria, chapitre 58, relativement aux biens cédés à l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal ;

Et le dit document intitulé : Sentence arbitrale par Messieurs Louis Allard, Louis J. Lamontagne et Alfred Roy, fils, a été mis au nombre des minutes du Notaire soussigné, et annexé aux présentes, après avoir été certifié véritable et signé *ne varietur* par les dits comparants, en présence du Notaire soussigné, et par ce dernier.

Et les dits comparants ont requis acte des présentes et signification du tout à qui de droit.

DONT ACTE : Fait et passé à Montréal susdit, en l'Etude du Notaire soussigné, les jour, mois et an en premier lieu ci-dessus mentionnés, sous le numéro six mille six cent vingt de son répertoire.

Et les dites parties ont signé avec le dit Notaire et en sa présence après lecture faite.

(Signé) LOUIS ALLARD,
 L. J. LAMONTAGNE,
 ALFRED ROY, fils,
 C. E. LECLERC, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée de record en mon Etude,

C. E. LECLERC, N. P.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal.

Les soussignés Louis Allard, bourgeois, Louis J. Lamontagne, évaluateur, et Alfred Roy fils, bourgeois, demeurant tous trois dans les cité et district de Montréal, dans la Province de Québec, dans la Puissance du Canada, pour en venir à la sentence arbitrale qui fait l'objet des présentes, déclarent préliminairement ce qui suit, savoir :

Que par acte de la Législature de la Province

de Québec, 54 Victoria, chapitre 58, sanctionné le 30 décembre 1890 et intitulé :

“ Acte pour amender l'acte constituant en
“ Corporation l'Ecole de Médecine et de Chi-
“ rurgie de Montréal, 8 Victoria, chapitre 81,
“ et pour ratifier certaines conventions interve-
“ nues entre la dite Ecole et l'Archevêque et
“ les Evêques Catholiques Romains de la Pro-
“ vince Ecclésiastique de Montréal ;” il a, entre
autres choses, été statué :

“ 1° Que la Corporation dite “ l'Ecole de
“ Médecine et de Chirurgie de Montréal,” se
“ composerait à l'avenir des membres alors
“ actuels de la dite Corporation, de l'Honorable
“ A. H. Paquet et de James J. Guérin, profes-
“ seurs de la dite Ecole, et des professeurs titu-
“ laires actuels de la Faculté Médicale de l'Uni-
“ versité Laval à Montréal, savoir : de MM. les
“ Drs Jean Philippe Rottot, Adolphe Lamarche,
“ Adolphe Dagenais, J. Alfred Laramée, Alfred
“ T. Brosseau, Norbert Fafard, Elzéar Berthe-
“ lot, Séverin Lachapelle, Hugues E. Desrosiers,
“ Salluste Duval et A. A. Foucher.

“ 2° Que les biens alors possédés par la dite
“ Corporation resteraient la propriété des mem-
“ bres alors actuels de la dite Corporation,
“ lesquels seuls seraient responsables des dettes
“ existantes à l’acquit et décharge de la Corpo-
“ ration, cependant les dits membres pourraient,
“ soit collectivement soit individuellement, sous
“ trois mois de la sanction du dit acte faire
“ abandon à la dite Corporation de leurs droits
“ de propriété dans les dits biens et la part des
“ cédants deviendrait *ipso facto*, la propriété
“ de la dite Corporation ; celle-ci serait dès lors
“ responsable pour une part proportionnelle des
“ dites dettes à l’entière décharge du cédant ou
“ des cédants ; dans ce cas si l’un des membres
“ propriétaires le requérait par écrit, soit dans
“ l’acte de cession par lui faite, soit dans les
“ deux mois suivants, il serait procédé par arbi-
“ trage à établir si les biens excédaient en
“ valeur le montant des dettes alors dues par la
“ dite Corporation, et, s’il y avait un excédent
“ en valeur, tel excédent serait payé aux mem-
“ bres cédants proportionnellement à leur inté-

“rêt, sous douze mois de la sentence arbitrale ;
“les arbitres seraient nommés, l'un par la dite
“Corporation, moins les membres alors actuels
“qui seraient cédants, et le deuxième, par le
“cédant se retirant de la Corporation, s'il n'y
“en avait qu'un, ou par la majorité des cédants
“se retirant de la dite Corporation, s'il y en
“avait plusieurs, et le troisième par un Juge
“de la Cour Supérieure.

“S'il y avait difficulté quant à l'indemnité à
“accorder à un ou à plusieurs cédants qui reste-
“raient dans la Corporation, il, ou la majorité
“d'iceux, nommerait le second arbitre.”

Que les membres actuels de la dite Corpora-
tion, lors de la passation du dit acte, auraient
fait abandon à la dite Corporation de leurs droits
de propriété dans les biens d'icelle, avec l'en-
tente que les créances antérieures au premier
de juillet dernier, seraient remises aux membres
cédants aussitôt que reçues et collectées, pour
être distribuées entre eux suivant leurs droits ;
et l'arbitrage en question aurait été requis, tel
que le tout a été reconnu par les membres

cédants, par écrit ci-annexé, en date du vingt août dernier, et tel qu'il a aussi été reconnu par la dite Corporation par une résolution en date du quatorze du courant, dont un extrait est ci-annexé.

Que suivant résolution, dont un extrait est ci-annexé, adopté le vingt-sept de juin dernier, à une réunion des membres non cédants de la dite Corporation, il a été résolu que M. Ubalde Garand fût nommé leur arbitre, ou à son défaut ou refus, que ce fût le dit Louis Allard.

Que suivant résolution, dont un extrait est ci-annexé, adoptée le trente de mai dernier, les membres cédants de la dite Corporation auraient nommé le dit Louis J. Lamontagne comme leur arbitre.

Que par jugement rendu par l'Honorable L. A. Jetté, juge de la Cour Supérieure du district de Montréal, le premier jour du mois de juillet dernier, sur requête de la dite Corporation des membres cédants d'icelle, le dit Alfred Roy, fils, aurait été nommé pour agir conjointement avec les deux autres arbitres, afin d'établir au

moyen du dit arbitrage la valeur des biens possédés par la dite Corporation à la date du dit Acte 54 Victoria, et si les biens excèdent en valeur le montant des dettes alors dues par la dite Corporation, et, s'il y a excédent en valeur, établir le montant de tel excédent;

Que les soussignés auraient tous trois accepté les dites charges, le dit Allard à la place du dit Garand qui aurait oralement refusé de l'accepter;

Que les membres cédants et les membres non cédants de la dite Corporation auraient respectivement exempté les soussignés de l'obligation de suivre les formalités de la loi régissant les arbitrages, dans l'exercice de leur charge relativement à l'arbitrage en question, leur permettant d'agir comme amiables compositeurs sans égard aux règles de droit et de procédure, et de rendre leur sentence le ou avant le vingt de septembre courant, et d'en faire la signification dans ce délai, au Bureau de la dite Corporation, en en laissant deux copies, dont l'une pour les membres cédants et l'autre pour les membres

non cédants, pour la satisfaction de toutes les parties intéressées, le président et le secrétaire de la dite Corporation étant autorisés à en recevoir la signification pour la dite Corporation, et le Dr L. B. Durocher, pour les membres cédants, s'engageant les dites parties à ne nullement se prévaloir des informalités dans la procédure qui aura été suivie par les soussignés dans l'exercice de leur charge ni des informalités qui auraient pu se glisser dans la demande d'arbitrage et la nomination d'arbitres, pour faire casser leur sentence, tel qu'il appert à la résolution ci-annexée qui a été adoptée à cet effet par la dite Corporation, le neuf septembre courant et tel qu'il appert à l'écrit signé par les membres cédants au dos de cette dite résolution.

Que par la résolution ci-dessus citée, en date du quatorze de septembre courant, adoptée par la dite Corporation, et par l'écrit aussi ci-dessus cité en date du vingt août dernier, signé par les dits membres cédants, il aurait été arrêté que les arbitres, dans cet arbitrage, ne devraient

pas tenir compte des créances cédées comme susdit, et que l'arbitrage ne devrait porter que sur les autres biens.

Après cet exposé, les soussignés font rapport comme suit :

Qu'ils ont procédé à la visite et à l'examen des biens mobiliers et immobiliers cédés à la dite Corporation par les membres actuels d'icelle lors de la passation du dit acte de la Législature, mettant de côté les dites créances, et qu'ils ont entendu les parties intéressées et leurs témoins et pris connaissance de l'état des dettes existantes de la dite Corporation lors de la passation du dit Acte, s'élevant à la somme de quinze mille cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et quatre-vingt-sept centins courant, laissant de côté une somme de huit cents dollars réclamée par Trefflé Berthiaume, au sujet de laquelle il y a litige entre ce dernier et la dite Corporation qui a nié devoir cette somme, tel qu'il appert à la liste qui a été soumise aux soussignés et qui a été ci-annexée, et qu'après avoir pris connaissance du dit acte de la Législature et avoir mûre-

ment délibéré entre eux sur tout ce qu'ils ont vu, examiné, lu et entendu, ils s'entendent à rendre la même sentence, et tous trois ils estiment les biens en question comme suit :

1° L'immeuble suivant : “ Un terrain sis et
“ situé dans le quartier St-Laurent, dans la
“ division Ouest de la dite cité de Montréal,
“ ayant environ cent dix-sept pieds de largeur
“ sur environ cent soixante-cinq pieds de pro-
“ fondeur, mesure anglaise, borné au front par
“ la rue Hôtel-Dieu, en arrière partie par les
“ terrains de “ Les Religieuses Sœurs Hospita-
“ lières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Mont-
“ réal.” et partie par celui de Charles Huston,
“ d'un côté au nord-est par une ruelle projetée de
“ dix-huit pieds de largeur, et de l'autre côté
“ au sud-ouest par un terrain appartenant aux
“ dites religieuses, le dit terrain étant connu et
“ désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
“ dit quartier St-Laurent, comme suit, savoir :
“ quatre-vingt-sept pieds de largeur sur la rue
“ Hôtel-Dieu par cent soixante-cinq pieds de pro-
“ fondeur, faisant partie du lot numéro vingt-huit

“ aux plan et livre de renvoi officiels, une ruelle
“ de vingt pieds de largeur entre le dit lot nu-
“ méro vingt-huit et les lots numéros vingt-
“ neuf, trente, trente et un, et partie du lot nu-
“ méro trente-deux aux dits plan et livre de ren-
“ voi officiels, de plus dix pieds de largeur en
“ arrières sur cinquante pieds de profondeur de
“ de chacun des susdits lots numéros vingt-neuf,
“ trente, et trente-un, de profondeur du dit lot
“ numéro trente-deux, le tout, tel qu’indiqué
“ de largeur, aussi en arrière sur quinze pieds
“ au susdit plan, avec ses bâtisses et ses dépen-
“ dances, à la somme de dix-sept mille dollars,
à \$17,000.00.

2° Les livres dont la liste est ci-annexée
composant la bibliothèque de la dite Cor-
poration, à la somme de deux mille dollars,
à \$2,000.00.

3° Tous les autres biens, meubles, effets mo-
biliers, trouvés dans les bâtisses érigées sur le
dit terrain et dont la liste est aussi ci-annexée
à la somme de onze cent cinquante-trois dollars,
à \$1,153.00.

Le tout formant une somme totale de vingt mille cent cinquante-trois dollars, à \$20,153.00.

En sorte que les soussignés ont établi et établissent par les présentes que les biens en question (non compris les créances réservées comme susdit), cédées à la dite Corporation, excèdent en valeur les dettes existantes, lors de la passation du dit acte (la réclamation contestée du dit Berthiaume étant mise de côté.)

Et que cet excédent s'élève par conséquent à la somme de quatre mille neuf cent cinquante-trois dollars et treize centins, à \$4,953.13.

Et les soussignés, pour coût de cet arbitrage, réclament la somme de trois cent quarante dollars dont cent dollars pour chacun d'eux et la somme de quarante dollars pour C. E. Leclerc, notaire, pour la préparation de la présente sentence, l'acte de dépôt d'icelle et signification d'icelle ;

Et ils ont tous trois signé les présentes à

Montréal, le dix-septième jour de septembre
mil huit cent quatre-vingt-onze.

(Signé) LOUIS ALLARD,
 L. J. LAMONTAGNE,
 ALFRED ROY, fils.

Certifié véritable et signé *ne varietur* par
les parties soussignées, en présence du notaire
soussigné ainsi qu'il en fait motion dans l'acte
de dépôt ci-contre du présent document.

Montréal, ce dix-sept septembre mil huit cent
quatre-vingt-onze.

(Signé) LOUIS ALLARD,
 L. J. LAMONTAGNE,
 ALFRED ROY, fils,
 C. E. LECLERC, N. P.

(Vraie copie)

C. E. LECLERC, N. P.

VII

QUÉBEC, 24 septembre 1891.

RÉSOLU : 1° Que, afin de placer, monétairement parlant, les anciens professeurs titulaires de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, sur un pied d'égalité avec les anciens membres de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, cinq mille piastres de l'argent universitaire soient mises, une fois pour toutes, à la disposition de la Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal : à condition que les anciens membres de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal renoncent à faire, contre l'administration de l'Université à Montréal, toute réclamation pour mobilier, arrérages de salaires, etc. ; à condition que les anciens membres propriétaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal consentent à abandonner à la Corporation actuelle de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de

Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal, le surplus des \$4,500.00 environ, qui reste sur le terrain, sur la maison de l'Ecole de Médecine et sur le ménage, la bibliothèque et autres fournitures y compris, tel qu'expliqué dans la sentence arbitrale par Louis Allard, Louis Lamontagne et Alfred Roy en date du 17 septembre 1891 ; et à condition que cet avoir, provenant des deux sources différentes ci-haut mentionnées, soit employé aux fins générales de la dite Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval, tel que bâtisse, musées, laboratoire, etc., et aucunement pour des fins particulières aux membres de la Corporation.

2^o Que, pour cette année, vu qu'une partie des cours se donnent à la place Jacques-Cartier, il soit pourvu, par l'argent universitaire, à l'entretien de la maison, tel que chauffage, éclairage, serviteurs, etc., et nullement pour les dépenses de l'enseignement.

† EDOUARD CHS, *Arch. de Montréal.*

† ANTOINE, *Ev. de Sherbrooke.*

† L. Z., *Ev. de St-Hyacinthe.*

VIII

MONTREAL, 2 octobre 1891.

M. le Dr H. Desrosiers, Sec. Faculté Médicale.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Comme c'est vous qui avez été chargé de préparer la rencontre du Vice-Recteur avec le comité nommé le 24 août par la Faculté Médicale pour "avoir une entrevue avec M. le Vice-Recteur au sujet du local et de la question financière," c'est à vous que je crois devoir faire les communications suivantes, vous priant d'en donner connaissance à vos collègues du comité.

Sur la question du local, Nosseigneurs les Evêques de la province de Montréal, réunis à Québec, ont approuvé la proposition que j'avais l'honneur de vous faire lors de notre

rencontre, le 18 septembre dernier. Voici en quels termes :

“ Québec, 24 septembre 1891.—Résolu :
2° Que, pour cette année, vu qu’une partie des cours se donnent à la place Jacques-Cartier, il soit pourvu, par l’argent universitaire, à l’entretien de la maison, tel que chauffage, éclairage, serviteurs etc., et nullement pour les dépenses de l’enseignement. — † EDOUARD CHS, Arch. de Montréal ; † ANTOINE, Ev. de Sherbrooke ; † L. Z., Ev. de St-Hyacinthe.”

Quant à la question financière, les Evêques sont prêts à passer plusieurs milliers de piastres à l’Ecole de Médecine, Faculté Médicale, à de certaines conditions très faciles, que je serais heureux de communiquer au Comité, moi-même, pour plus de satisfaction, avec des explications verbales ou écrites. C’est pourquoi je viens vous exprimer le désir de rencontrer de nouveau les membres du susdit Comité, et je pourrai le faire, n’importe quel jour qui vous sera le plus convenable, dans le courant de la semaine prochaine.

Croyez que je demeure toujours avec la plus haute considération,

Monsieur le Secrétaire,
Votre tout dévoué serviteur.

J. B. PROULX, *Ptre*,
V. R. U. L. M.

IX

MONTRÉAL, 15 octobre 1891.

M. le Dr L. B. Durocher, Président, et MM. les autres membres d'un Comité de l'Ecole de M. et C. de M., Faculté Médicale de Laval à Montréal.

MESSIEURS,

J'ai rencontré Nosseigneurs les Archevêque et Evêques de la Province Ecclésiastique de Montréal, réunis à Québec, le 24 septembre dernier; et j'ai l'honneur de vous communiquer aujourd'hui officiellement à propos de la ques-

tion financière, la résolution qu'ils ont appuyée de leur signature. (1)

Permettez-moi d'y ajouter en mon nom quelques remarques, tendant à démontrer que cette résolution apporte à la situation actuelle une solution équitable, avantageuse et honorable pour tous.

Il n'est pas proposé, remarquez-le bien, aux anciens membres de l'Ecole de Médecine, d'abandonner au fonds de la Corporation actuelle de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal, ce qui peut leur revenir de leurs arrérages de salaire, de leurs billets, etc., mais seulement le surplus à leur acompte sur les biens meubles et immeubles de la Corporation, telle qu'elle existait avant les amendements apportés par le bill d'union, comme expliqué il est dans la sentence arbitrale de MM. Louis Allard, Louis J. Lamontagne et Alfred Roy en date du 17 septembre dernier.

(1) Voir plus haut le n° VII.

En réalité, par cette proposition, il n'est demandé aux anciens membres de l'Ecole de Médecine aucun sacrifice, puisque, si l'union n'avait pas eu lieu, ils ne se seraient pas divisés entre eux ce surplus. Ils n'auraient fait que continuer à jouir du revenu annuel du dit surplus, jouissance qui, dans les arrangements proposés, leur restera également encore à l'avenir, tout à fait dans les mêmes conditions de revenus qu'auparavant ; car, comme le nombre des membres est devenu double, le capital aura augmenté de moitié et davantage.

Bien plus, si les anciens membres de l'Ecole se divisaient ce surplus entre eux, ils modifieraient d'une manière plus radicale, en pratique, leur ancien mode d'être, qu'en se rendant à la proposition que je mets devant eux, puisqu'ils feraient disparaître dans le morcellement et l'extinction ce capital, dont ils s'étaient contentés, jusqu'à ce jour, de percevoir le revenu.

Supposé que ma proposition soit acceptée, la seule différence qu'il y aura entre l'avenir et le passé, c'est que, dans le futur, la position des

anciens membres de l'Ecole sera améliorée. Ne perdant rien dans leurs revenus, ils se trouveront débarrassés de la responsabilité et des éventualités dangereuses de répondre personnellement pour toutes les dettes de l'institution, responsabilité qui pèse dorénavant sur la Corporation seulement.

D'un autre côté, l'arrangement est avantageux pour les anciens professeurs de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, puisqu'elle les met sur un pied d'égalité, monétairement parlant, avec leurs nouveaux collègues, et qu'elle leur permet de percevoir leur part égale dans les revenus et augmentations de la Corporation. C'est le complément de l'union de tous les intérêts.

Il serait pénible, à l'occasion d'une phase d'agrandissement, de ruiner, sous le rapport monétaire, l'institution, et de s'en partager les dépouilles. Il me semble que l'offre que je vous transmets aura pour effet d'en relever le prestige et d'assurer son développement graduel, en doublant du coup son capital, sans perte

matérielle, aucune, pour personne sur le surplus laissé dans le fonds commun.

Pour favoriser la réalisation de nos espérances de prospérité, nous comptons à bon droit, dans un avenir prochain, sur les sympathies substantielles du public et des particuliers. Ne sera-t-ce pas jeter de l'eau froide sur la générosité de l'extérieur, si on apprenait que, à l'intérieur de l'institution, on a résolu d'en réduire la propriété à zéro ?

Je sou mets avec confiance ces résolutions à vos délibérations ; et je n'ai aucun doute que l'esprit de générosité et d'entente qui a présidé depuis l'union à toutes vos résolutions ne manquera pas d'amener, de l'agrément de tous, le résultat le meilleur dans les circonstances.

Croyez que je suis dans les sentiments de la plus haute considération,

Messieurs,

Votre très humble et très dévoué serviteur.

J. B. PROULX, *Prêtre*,
V. R. U. L. M.

X

MONTRÉAL, 26 octobre 1891.

Révérènd M. J. Bte Proulx, Ptre,
V. R. U. L. M., etc.

RÉVÉREND MONSIEUR,

J'ai le devoir de vous informer que communication a été donnée aux professeurs de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal intéressés, des résolutions de Nosseigneurs l'Archevêque et les Evêques de la Province Ecclésiastique de Montréal et des considérations y annexées.

Je suis chargé par les intéressés à vous donner la réponse suivante :

J'ai le regret d'être dans la nécessité de vous informer que malgré leur désir de promouvoir les intérêts de notre Ecole modifiée, les anciens professeurs se croient forcés de s'en tenir aux

conditions établies par la nouvelle loi adoptée et reconnue comme juste.

Le faible montant revenant à chaque professeur étant loin d'égaliser les sacrifices annuels faits par eux depuis plusieurs années pour amortir la dette de l'Ecole, n'ayant reçu de secours d'aucun corps public, ils ne se croient pas en conscience pour eux et leur famille justifiabiles de s'imposer ce nouveau sacrifice.

Veillez agréer, Révérend Monsieur, mes respectueux hommages pour Nosseigneurs de la Province Ecclésiastique de Montréal et pour vous-même.

Avec la plus haute considération,

Votre tout dévoué serviteur,

L. B. DUROCHER, M. D.,

Prés. de l'E. M. et C. F. M. L.

XI

MONTRÉAL, 28 octobre 1891.

**A Messieurs les membres du Comité des Finances
pour les affaires courantes de l'Univer-
sité Laval à Montréal, Président le Très
Révérend L. D. A. Maréchal, V. G.,
Montréal.**

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous résumer les différentes phases par lesquelles a passé la question du règlement monétaire, occasionné par le bill d'union, avec les membres intéressés de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal ; et je le fais surtout en mettant sous vos yeux l'ensemble des documents qui se rapportent à cette question. (Voir "Troisième rapport sur sa gestion universitaire" depuis page 254 à page 270 ; et aussi résolution des Evêques de la Province

Ecclésiastique de Montréal du 24 septembre 1891, lettre de l'abbé J. B. Proulx aux membres d'un comité de la Faculté Médicale du 15 octobre 1891, et lettre du Dr L. B. Durocher à l'abbé J. B. Proulx, du 26 octobre 1891.)

Avec votre permission, Messieurs, j'ajouterai quelques remarques.

La clause VIII (b) du bill d'union a été faite, à la dernière heure, sur la demande des membres de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal qui ne voulaient pas paraître vendre, disaient-ils, les biens de l'Ecole à l'Université ou à la Corporation épiscopale ; car ma proposition qui avait d'abord été adoptée par les membres du Comité nommé par l'Ecole de Médecine et les Evêques de la Province de Montréal, était bien différente, comme on peut le voir à la page 7 de la lettre pastorale des dits Evêques de la dite Province en date du 8 novembre 1890.

Cette clause a été longuement discutée, au comité des bills privés, surtout par les membres alors propriétaires de l'Ecole de Médecine et de

Chirurgie de Montréal, qui l'ont amendée et façonnée absolument comme ils l'ont voulu ; les bras croisés, je me suis tenu sur la réserve, me contentant de donner mon assentiment à tout ce que l'on désirait.

Je n'ai jamais douté que les membres propriétaires de l'Ecole de Médecine, en cédant leur part à la Corporation telle que constituée par le bill d'union, n'ait conservé le droit d'exiger le remboursement de ce qui leur revient après la sentence arbitrale.

Seulement, je leur ai proposé, dans ma lettre du 15 octobre, d'abandonner volontairement leur part à la Corporation, purement et simplement, contre une mise égale versée au nom des anciens professeurs de la Faculté de Médecine de l'Université Laval, croyant ce mode avantageux pour les raisons exprimées dans ma susdite lettre.

De cette façon, la Corporation se serait trouvée propriétaire, sans redevance pour personne en particulier, d'un fonds d'une dizaine de mille piastres, et le surplus d'argent dont l'Arche-

vêque de Montréal aurait pu disposer en faveur de la Médecine, aurait été consacré à acheter un musée et un laboratoire, choses dont le besoin, disent les professeurs, se fait grandement sentir.

Mais, du moment que les propriétaires témoignent expressément de leur volonté de ne pas céder leur part à la Corporation, je n'hésite plus; et, aussitôt que cette volonté, par la rumeur publique, fut parvenue à mes oreilles, dès le 23 de ce mois d'octobre, me rendant chez M. le Dr Durocher, je lui fis connaître quelle était sur ce sujet ma pensée.

Si ce comité le trouve bon, bien que par la loi, il n'appartient pas à l'Archevêque de Montréal de payer ce qui est dû aux anciens propriétaires de l'Ecole, je n'ai aucune objection à conseiller à Mgr l'Archevêque de se charger de cette dépense : j'estime que la bonne harmonie vaut bien ce sacrifice. De plus, le bon vouloir dont ont fait preuve les anciens membres de l'Ecole, mérite que l'on fasse tout dans la mesure du possible pour rencontrer leur attente.

Quant aux réclamations des professeurs an-

ciens de Laval, bien que je puisse être d'opinion qu'elles n'ont aucune valeur légale, je n'ai jamais été d'avis qu'il ne leur soit rien payé. Preuve, c'est que j'ai offert de verser en leur nom et à leur profit, \$5,000 au fonds de la Corporation.

Du moment qu'il est admis, vu les circonstances, qu'il est mieux de faire, pour le moment, le sacrifice du musée et du laboratoire, je verrais d'un bon œil que l'argent dont on peut disposer aille à satisfaire les aspirations des anciens professeurs de Laval. Leurs sacrifices passés, volontaires et sans arrière-pensée, méritent certainement considération.

Cependant, dans la disposition de cet argent universitaire, il est une borne au delà de laquelle il n'est pas prudent d'aller. \$10,000 en tout me paraissent tendre la corde de la prudence à son extrême limite.

En distribuant \$5,000 environ entre les médecins de Laval, supposez que nous réglerions pour autant avec les anciens professeurs de l'Ecole de Médecine, ils se trouveraient être

traités sur le même pied que ces derniers, la seule chose qui leur ait été promise absolument.

Messieurs, l'affaire est entre vos mains : à vous de décider.

En attendant, je demeure avec une haute considération,

Votre très dévoué serviteur,

J. B. PROULX, *Ptre*,

V. R. U. L. M.

XII

MONTREAL, 28 octobre 1891.

Après l'exposé que nous a fait M. le Vice-Recteur, l'abbé J. B. Proulx, de la question du règlement monétaire occasionné par l'union de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal et de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal ;

Vu que, par la clause VIII de l'acte de la Législature de la Province de Québec, 54 Vic-

toria, chapitre 58, les anciens membres propriétaires de la Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal ont le droit de faire abandon à la dite Corporation, telle qu'amendée par le dit acte 54 Vict., chap. 58, de leur droit de propriété dans les dits biens ;

Vu que les dits membres propriétaires cédants ont le droit de se faire payer par la dite Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal, leur part proportionnelle de l'excédent en valeur de l'avoir sur les dettes dues par la dite Corporation lors de la passation du susdit acte, après que cet excédent aura été établi par un conseil d'arbitrage, tel qu'il est réglé dans la dite clause du dit acte ;

Vu qu'un conseil d'arbitrage, composé de MM. Louis Allard, Louis J. Lamontagne et Alfred Roy, a été régulièrement nommé, et que ces arbitres ont décidé que cet excédent de l'avoir sur les dettes de la dite Corporation lors de la passation du dit acte 54 Vict., chap. 58, était de quatre mille neuf cent cinquante-trois

piastres et treize centins, (\$4,943.13) ou quatre mille cent cinquante-trois piastres et treize centins, si la réclamation contestée de M. Berthiaume est réellement due, comme il appert par la sentence arbitrale rendue par les susdits Louis Allard, Louis J. Lamontagne et Alfred Roy, en date du 17 septembre mil huit cent quatre-vingt-onze ;

Vu que les dits membres propriétaires cédants ont déclaré vouloir être payés selon les dispositions du susdit acte 53 Vic., chap. 58 ;

Bien que, par l'acte 54 Vict., chap. 58, il incombe à la seule Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal, de solder cette dette, et aucunement à l'administration de l'Université Laval à Montréal ;

Cependant, en témoignage de sympathie pour les anciens membres de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, et afin de venir en aide à la susdite Corporation ;

Il est résolu à l'unanimité que l'administration de l'Université Laval offre aux anciens

membres propriétaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal de leur payer, en lieu et au nom de la susdite Corporation, par part égale, cet excédent d'avoir sur les dettes, tel que désigné plus haut, en y ajoutant même les frais d'arbitrage, c'est-à-dire trois cent quarante piastres (\$340) ;

Pourvu que les membres propriétaires susdits déchargent la dite Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal de toutes redevances généralement quelconques pour toutes les obligations que lui attribue la clause VIII de l'acte de la Législature de la Province de Québec, 54 Vic., chap. 58.

Signé à l'Archevêché de Montréal, ce vingt-huitième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-onze.

† EDOUARD CHS, *Arch. de Montréal.*

L. A. D. MARÉCHAL, *Chan., V. G.*

Z. RACICOT, *Chan.*

J. B. PROULX, *Ptre, V. R. U. L. M.*

XIII

MONTREAL, 28 octobre 1891.

Vu que l'administration de l'Université Laval à Montréal offre aux anciens membres propriétaires de la Corporation de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, de leur payer, par part égale, l'excédent d'avoir sur ses dettes que possédait la susdite Corporation lors de la passation de l'acte de la Législature de la Province de Québec, 54 Vic., chap. 58, en y ajoutant les frais d'arbitrage ;

En témoignage de bon vouloir vis-à-vis les professeurs titulaires de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal existant lors de la passation du susdit acte 54 Vic., chap. 58 actuellement en exercice ; en souvenir des sacrifices qu'ils se sont imposés pour aider à Montréal à la fondation de l'Université catholique ; et surtout en reconnaissance de la bonne volonté qu'ils ont apportée à la confection et au fonc-

tionnement de l'union ; et nullement en reconnaissance légale de quelque réclamation que ce soit ;

Il est décidé à l'unanimité que l'administration de l'Université Laval à Montréal offre aux susdits anciens professeurs de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal de leur donner, pour se la partager entre eux par part égale, une somme d'argent égalant l'excédent d'avoir sur les dettes, qui revient aux anciens membres propriétaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, tel qu'il est désigné dans la sentence arbitrale rendue par MM. Louis Allard, Louis J. Lamontagne et Alfred Roy, en date du dix-sept de septembre mil huit cent quatre-vingt-onze ;

Pourvu que les dits professeurs anciens de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal renoncent à faire contre l'Université Laval à Montréal toutes réclamations généralement quelconques jusqu'à ce jour.

Signé, à Montréal, à l'Archevêché, ce vingt-

huitième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-onze.

† EDOUARD CHS, *Arch. de Montréal.*

L. D. A. MARÉCHAL, *Chan., V. G.*

Z. RACICOT, *Chan.*

J. B. PROULX, *Ptre, V. R. U. L. M.*

XIV

MONTREAL, 29 octobre 1891.

M. le Dr L. B. Durocher, Président de l'Ecole
de M. et C. de M.—F. M. L. M.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En réponse à votre lettre du 27 courant, j'ai l'honneur de vous communiquer un extrait des délibérations du Comité des Finances de l'administration de l'Université catholique à Montréal, lequel extrait n'a pas besoin de commentaires, parlant assez haut par lui-même.

Personne n'est plus heureux que moi de pouvoir rencontrer les désirs des anciens membres propriétaires de la Corporation de l'Ecole de Médecine. Vous le savez, je n'ai jamais contesté leur droit au surplus dont il s'agit.

Vous ne serez pas sans remarquer que l'administration de l'Université, en offrant de payer elle-même ce surplus, offre de soulager d'autant la Corporation actuelle de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal, et d'un vingt-deuxième chacun des membres de cette corporation.

Espérant qu'il vous sera possible de me répondre avant longtemps, ce qui dans les circonstances me serait d'un grand service, je demeure avec une haute considération,

Monsieur le Président,
Votre très dévoué serviteur.

J. B. PROULX, *Ptre*,
V. R. U. L. M.

XV

MONTRÉAL, 30 octobre 1891.

M. le Dr H. E. Desrosiers, Sec.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Voudriez-vous avoir l'obligeance de communiquer cette lettre à M. le Président, et de leur faire connaître que je désirerais rencontrer tous les membres de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de Laval à Montréal, mardi soir, 3 de novembre, à 8 heures P. M. ?

Si la chose est possible pour ce jour-là, pourriez-vous envoyer les lettres de convocation ?

Ce que faisant vous obligerez beaucoup,

Monsieur le Secrétaire,

Votre très dévoué serviteur.

J. B. PROULX, *Ptre*,

V. R. U. L. M.

XVI

MONTREAL, 31 octobre 1891.

Le Rév. J. B. Proulx, Ptre,

Vice-Recteur U. L. M.

MONSIEUR LE VICE-RECTEUR,

En réponse à la communication que vous avez, au nom de N.N. S.S. les Evêques de la Province de Montréal, faite aux anciens membres de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, par l'entremise du comité chargé de vous rencontrer, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

“ Les anciens membres de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, se voient dans l'impossibilité d'accepter l'offre de N.N. S.S. les Evêques, *de verser en leur nom une somme de cinq mille piastres dans la caisse de la Corporation de l'Ecole de Médecine, aux fins générales de la dite Corporation, à condi-*

tion que les dits anciens membres renoncent à faire toute réclamation pour arrérages de salaire, etc., contre l'administration de l'Université Laval à Montréal.

Les réclamations susdites sont absolument personnelles, chaque professeur ayant produit la sienne, et ne sauraient être satisfaites par l'offre d'une somme devant être mise au fonds commun et pour les fins générales de la Corporation de l'Ecole.

Les sacrifices faits dans le passé par ceux des membres actuels de la Corporation qui ont autrefois fait partie de l'ancienne Faculté Laval, ne sauraient être rémunérés et reconnus que par des offres personnelles et en rapport avec l'étendue des sacrifices susdits et des services rendus.

Veuillez agréer,

Monsieur le Vice-Recteur,

l'assurance de mes sentiments très distingués.

H. E. DESROSIERS.

XVII

MONTRÉAL, 1^{er} novembre 1891.

Le Rév. J. B. Proulx, Ptre, V. R., Montréal.

MONSIEUR LE VICE-RECTEUR,

Je m'empresse d'accuser réception de votre honorée lettre du 29 octobre en réponse à ma propre lettre du 27 du même mois.

Vous voulez bien m'informer que le Comité de l'Administration, etc., de l'Université Laval à Montréal, voulant donner un témoignage de sympathie pour les anciens membres de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal et afin de venir en aide à la Corporation actuelle de la dite Ecole, Faculté de Laval à Montréal, offre de payer, par part égale, à ceux des professeurs ayant droit à l'excédent d'avoir sur les dettes tel qu'établi par la sentence arbitrale rendue le 1^{er} septembre 1891. LECLERC, N. P.

En réponse, je vous dirai que, j'ai consulté

les anciens professeurs, excepté ceux absents, leur ai donné connaissance des offres du Comité d'Administration de l'Université Laval à Montréal.

Ils sont très satisfaits de la généreuse proposition du Comité et donneront quittance, etc., en conséquence.

Qu'il me soit permis au nom de mes confrères intéressés et de moi-même de vous offrir nos remerciements pour l'intérêt et la célérité que vous avez montrés dans le règlement de cette affaire.

Vous nous obligerez en transmettant le témoignage de notre reconnaissance aux honorables et respectés membres du Comité susdit pour la promptitude avec laquelle ils ont manifesté leur bon vouloir en réglant cette affaire définitivement.

Avec la plus respectueuse considération,

Votre tout dévoué serviteur.

L. B. DUROCHER, *Présid.*

E. M. C. F. M. U. L. M.

XVIII

MONTREAL, 3 novembre 1891.

M. le Dr H. E. Desrosiers, Sec. Faculté M.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 31 octobre, par laquelle vous me dites que les anciens professeurs de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal ne peuvent se rendre à la proposition qui leur a été faite dans le courant du mois dernier, et qu'ils sont d'avis qu'il devrait leur être fait des offres personnelles.

J'ai le plaisir de vous annoncer qu'il est en mon pouvoir de faire ces offres, comme vous le verrez par l'extrait ci-inclus des délibérations du Comité des Finances de l'Université Laval à Montréal.

J'ose espérer que ces propositions rencontreront l'assentiment des susdits professeurs ; dans

tous les cas, qu'ils veuillent bien croire à la
considération avec laquelle je suis leur et

Votre très dévoué serviteur.

J. B. PROULX, *Ptre*,

V. R. U. L. M.

XIX

MONTREAL, 4 novembre 1891.

Sa Grandeur Mgr Edouard Chs Fabre, Arche-
vêque de Montréal.

MONSEIGNEUR,

J'ai rencontré hier soir la Faculté de Médecine. Les anciens membres propriétaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal se déclarent satisfaits des offres que nous leur avons faites, et la réponse qu'a donnée en leur nom M. le Dr Durocher, est on ne peut plus gracieuse. Parmi les anciens professeurs titulaires de la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal, six ont accepté nos

propositions, bien volontiers : MM. Rottot, Laramée, Desrosiers, Lachapelle, Foucher et Duval ; deux n'ont pas donné de réponse, MM. Lamarche et Fafard ; et deux ont dit non, du moins pour le moment, MM. Dagenais et Brosseau. Tout me porte à croire que l'unanimité n'est pas loin. Je bénis Dieu que cette difficulté, qui aux yeux de plusieurs menaçait de devenir grosse, se soit terminée en queue de poisson, *desinit in piscem*.

M. le Chanoine Racicot qui doit payer, assistait à l'assemblée, et sait, *de auditu et de visu*, tout maintenant. Comme il était convenu entre nous de régler définitivement par un chiffre rond, \$5,000.00 sont consacrées à éteindre les réclamations de l'ancienne Ecole, \$5,000.00 celles de l'ancienne Faculté Laval...

Je demeure avec le respect le plus profond,

De Votre Grandeur,

Monseigneur,

Le très humble et très dévoué serviteur.

J. B. PROULX, *Prêtre*,

V. R. U. L. M.

XX

ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL, 28 nov. 1891.

Rév. J. B. Proulx, Vice-Recteur de l'Université
Laval à Montréal.

MON CHER MONSIEUR,

Vous recevrez sans doute avec plaisir des nouvelles sur la manière dont se conduisent les Médecins de l'ancienne Ecole Victoria, et de l'ancienne faculté de Laval, par rapport à l'arrangement qui leur a été proposé.

Je dois, d'abord, vous dire que j'avais de quoi les payer quinze jours après votre départ, Monsieur X. ayant consenti à me prêter \$5000.00 pour me mettre en état de régler tout, le plus tôt possible. Possédant les fonds nécessaires, je croyais pouvoir payer sur-le-champ tous les médecins ; mais les hommes de loi que j'ai dû consulter pour la confection du reçu ne m'ont pas permis d'aller si vite.

Du notaire L. O. Hétu je suis allé à M. L. O. Taillon, puis à M. Pagnuelo, puis à M. Lamothe, enfin, à M. le notaire C. E. Leclerc : je mets de côté les visites qu'il m'a fallu faire à M. le président de l'Ecole, L. B. Durocher.

Un acte notarié a dû être préparé, tant pour les Médecins de Victoria que pour les Médecins de Laval, par le notaire C. E. Leclerc, sous la direction du juge Pagnuelo, et les avocats L. O. Taillon et G. Lamothe, votre humble serviteur assistant comme témoin et un peu comme surveillant. Après trois heures de travail, l'acte était arrêté : dès le lendemain soir, il y eut assemblée de tous les Médecins pour autoriser l'un des membres à accepter la cession de la propriété des Médecins de Victoria. Le Docteur Laramée fut désigné ; et, le soir même, plusieurs Médecins signèrent l'acte et reçurent le chèque qui leur avait été promis. Plusieurs Médecins de Laval donnèrent aussi leur reçu par acte notarié pour le chèque qu'il avait été décidé de leur donner.

Ont signé le premier jour : les Docteurs

Durocher, Hingston, Mignault et Poitevin, de l'Ecole Victoria, et les Docteurs Laramée, Desrosiers, Fafard, Duval et Foucher de la Faculté Laval ; les Docteurs Dagenais et Brosseau s'étaient retirés avant la fin de l'assemblée. Le deuxième jour, je notifiâi les médecins absents d'avoir à se présenter chez le notaire C. E. Leclerc pour recevoir la part qui leur revenait ; les Docteurs Rottot, Lamarche et Lachapelle se rendirent au poste et reçurent tout ce qui leur était offert pour leur signature.

Le troisième jour, le Docteur d'Orsonnens arriva de Joliette pour imiter ses confrères. Le Docteur Desjardins, bien que n'ayant aucune part dans les bénéfices, signa de bonne grâce l'acte de cession. La signature de ce dernier clôt un premier acte de cession, laquelle sera complétée par une déclaration officielle du Docteur Chartrand, à son retour de Paris, qui doit s'effectuer vers la fin de décembre.

Les Docteurs Brosseau et Dagenais font les difficiles ; ils auraient voulu signer l'acte sous protêt ; mais, la chose ne leur étant point per-

mise, on croit qu'ils comprendront mieux leurs intérêts. (1)

Je vous ai donné tous ces détails, croyant qu'ils vous seraient utiles et agréables. Je suis heureux d'avoir concouru quelque peu au règlement de cette grande question qui a tenu si longtemps les esprits surexcités et que vous avez eu l'habileté de résoudre. Continuez de réussir pour le bien de la religion et du pays.

Je dois vous informer aussi qu'à part les \$10.000, données aux médecins, j'ai payé \$340 pour les frais d'arbitrage.

Je prie Monseigneur l'Evêque de Sherbrooke d'agréer les hommages de mon profond respect et je lui souhaite, ainsi qu'à vous, tout le succès possible dans les graves affaires qui vous ont amenés à Rome.

Votre tout dévoué serviteur,

Z. RACICOT, *Ptre.*

(1) On trouvera, aux deux numéros suivants, la copie des deux quittances auxquelles il est fait allusion dans cette lettre.

XXI

L'An mil huit cent quatre-vingt-onze, le vingt-sixième jour du mois de novembre.

Devant le soussigné Cléophas Edouard Leclerc, notaire public pour la Province de Québec, dans la Puissance du Canada, résidant dans les cité et district de Montréal, dans la dite Province,

ONT COMPARU :

Messieurs Thomas Edmond d'Odet d'Orsonnens, Louis Benjamin Durocher, Edouard Amédée Poitevin, Louis Daniel Mignault, Louis Avila Demers, médecins, William H. Hingston, Joseph Brunelle, médecins et chirurgiens, et Louis Edouard Desjardins, médecin oculiste, demeurant tous dans la dite cité, à l'exception du dit Sieur d'Orsonnens, qui demeure dans la ville de Joliette, district de Joliette, dite Province, parties aux présentes de première part.

Et “ l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal ” (ci-après nommée la dite Ecole) faisant affaires dans la dite cité, corps politique et incorporé en vertu d'un acte du Parlement de la ci-devant Province du Canada, passé le vingt-neuf de mars mil huit cent quarante-cinq, en la huitième année du règne de Sa Majesté la Reine Victoria, chapitre quatre vingt-un, ainsi qu'en vertu d'un acte de la Législature de la Province de Québec, 54 Victoria, chapitre 58 ;

La dite Ecole, dûment autorisée, à l'effet des présentes, suivant résolution adoptée à une assemblée des médecins membres d'icelle tenue à Montréal, le vingt-quatrième jour de novembre courant, et représentée et agissant ici par Joseph Alfred Laramée, médecin de la dite cité, autorisé à cet effet par la même résolution, dont une copie a été annexée à la minute des présentes pour en faire partie, après avoir été reconnue et signée *ne varietur*, par les parties aux présentes, en présence du notaire soussigné et par ce dernier, partie aux présentes de seconde part.

Lesquelles dites parties, pour en venir à la cession authentique qui fait l'objet du présent acte, ont préliminairement exposé au notaire soussigné, ce qui suit, savoir :

Qu'en vertu du dit acte de la Législature de la Province de Québec, 54 Victoria, chapitre 58, les dites parties de première part et Joseph Pierre Chartrand, médecin, demeurant dans la dite cité, sont devenus propriétaires conjoints et dans les proportions d'un neuvième indivis pour chacun d'eux, de tous les biens alors possédés par la dite Ecole et parmi lesquels se trouvait l'immeuble suivant que cette dernière avait acquis de " Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal," corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la dite cité de Montréal, par acte de vente reçu devant M. J. E. O. Labadie, notaire à Montréal, le vingt-deux novembre, mil huit cent soixante et douze, sous le numéro 16030, de son répertoire, savoir :

" Un terrain sis et situé dans le quartier St-Laurent, dans la division Ouest de la dite

“ cité de Montréal, ayant environ cent dix-sept
“ pieds de largeur sur environ cent soixante et
“ cinq pieds de profondeur, mesure anglaise,
“ plus ou moins, borné en front par la rue
“ Hôtel-Dieu, en arrière partie par les dites
“ religieuses, et partie par Charles Huston, d’un
“ côté au nord-est par une ruelle projetée de
“ de dix-huit pieds de largeur et de l’autre côté
“ au sud-ouest par un terrain appartenant aux
“ dites religieuses, le dit terrain connu et dési-
“ gné aux plan et livre de renvoi officiels du dit
“ quartier St-Laurent, comme suit, savoir : qua-
“ tre-vingt-sept pieds de largeur sur la rue
“ Hôtel-Dieu, par cent soixante et cinq pieds de
“ profondeur, faisant partie du lot numéro
“ vingt-huit des dits plan et livre de renvoi offi-
“ ciels, une ruelle de vingt pieds de largeur
“ entre le dit lot numéro vingt-huit et les lots
“ numéros vingt-neuf, trente, trente et un, et
“ partie du lot numéro trente-deux aux dits
“ plan et livre de renvoi officiels, de plus, dix
“ pieds de largeur, en arrière, sur cinquante
“ pieds de profondeur de chacun des susdits lots

“ numéros vingt-neuf, trente et trente et un, et
“ enfin dix pieds de largeur ; aussi en arrière
“ sur quinze pieds de profondeur du dit lot
“ numéro trente-deux, le tout tel qu’indiqué au
“ susdit plan officiel, avec bâtisses dessus cons-
“ truites.”

Que, conformément au dit acte 54 Victoria, chapitre 58, les dites parties de première part auraient oralement et par écrit sous seing privé, reconnu avoir cédé à la dite Ecole tous leurs droits dans les biens en question, à l’exception des créances et dettes actives qu’elles ont réservées pour être collectées, au nom de la dite Ecole, mais à leurs frais, et qu’il n’aurait été fait aucun acte authentique de cette cession.

Que l’arbitrage mentionné au dit acte 54 Victoria, chapitre 58, aurait été fait tel qu’il appert à la sentence arbitrale rendue par Messieurs Louis Allard, bourgeois, Louis J. Lamontagne, évaluateur, et Alfred Roy, fils, bourgeois, demeurant tous dans la dite cité de Montréal, le dix-sept de septembre dernier, déposée au nombre des minutes du Notaire soussigné par acte

de dépôt à cet effet en date du dix-sept septembre dernier, portant le N^o 6620 du répertoire du dit Notaire soussigné.

Que, par cet arbitrage il aurait été établi, que les dettes de la dite Ecole lors de la passation du dit acte 54 Victoria, chapitre 58, s'élevaient à la somme de quinze mille cent quatre-vingt-dix-neuf dollars et quatre-vingt-sept centins courant, laissant de côté une somme de huit cents dollars, réclamé par Trefflé Berthiaume, au sujet de laquelle il y a litige entre ce dernier et la dite Ecole, qui a nié devoir cette somme et qu'il aurait été aussi établi que les biens de la dite Ecole, à la date du dit acte 54 Victoria, chapitre 58 (moins les créances réservées comme susdit), s'élevaient à la somme de vingt mille cent cinquante-trois dollars et par conséquent excédaient en valeur les dettes d'icelle (la réclamation contestée du dit Berthiaume étant mise de côté) et il aurait en même temps été établi que cet excédent s'élevait à la somme de quatre mille neuf cent cinquante-trois dollars et treize centins.

Que les frais de cet arbitrage se sont élevés à la somme de trois cent quarante dollars.

Que, par suite de la cession susdite et du dit arbitrage, la dite partie de seconde part est devenue obligée au paiement des dettes de la dite Ecole (\$15199.87) existantes, lors de la passation du dit acte 54 Victoria, chapitre 58, de même qu'au paiement de la susdite somme de quatre mille neuf cent cinquante-trois dollars et treize centins, excédent susdit.

Que, pour donner toute satisfaction aux parties de première part et au dit Joseph Chartrand qui ne peut stipuler aux présentes, vu son absence, la Corporation Archi-Episcopale Catholique Romaine de Montréal, a consenti à payer les frais du dit arbitrage et à ajouter à la dite somme de quatre mille neuf cent cinquante-trois dollars et treize centins, celle de quarante-six dollars et quatre-vingt-sept centins pour en faire un total de cinq mille dollars qu'elle est prête à payer aux dits Sieurs d'Orsonnens, Durocher, Poitevin, Mignault, Demers, Hingston, Brunelle et Chartrand, dans les pro-

portions d'un huitième pour chacun d'eux, le dit Sieur Desjardins ayant déclaré n'avoir aucun droit en icelle, comme il n'a jamais été responsable des dettes de la dite Ecole.

Que, pour donner toute l'authenticité voulue à ces conventions, les parties auraient résolu de faire le présent acte.

C'est pourquoi les dites parties de première part cèdent, quittent et abandonnent à la dite partie de seconde part ce acceptant, tous leurs droits dans le dit immeuble et dans tout ce qui constituait généralement l'actif de la dite Ecole à la date du dit acte 54 Victoria, chapitre 58, à l'exception des créances et dettes actives antérieures au premier de juillet dernier, lesquelles sont réservées par les dites parties de première part pour être collectées à leurs frais, mais au nom de la dite Ecole.

Pour, par la dite partie de seconde part, jouir, user, faire et disposer du tout comme de sa pleine et entière propriété en vertu des présentes, les dites parties de première part la

mettant et subrogeant dans tous leurs droits et privilèges ce concernant.

Cette cession est ainsi faite à la charge par la dite partie de seconde part qui s'y oblige de payer, à l'entière exonération des parties de première part, toutes les dettes hypothécaires et chirographaires en capital et intérêts qui étaient dues par la dite Ecole à la date du dit acte 54 Victoria, chapitre 58, et dont l'état a été soumis aux arbitres susmentionnés, et notamment celle qui affecte l'immeuble ci-dessus décrit, la réclamation du dit Berthiaume devant être acquittée par les parties de première part, s'il avait gain de cause.

Enfin, en considération du payement qui va être fait, comme susdit par la dite Corporation **Archi-Episcopale Catholique Romaine de Montréal.**

Et par ces présentes les dits Sieurs d'Orsonnens, Durocher, Poitevin, Mignault, Demers, Hingston et Brunelle reconnaissent avoir présentement reçu de la dite Corporation **Archi-Episcopale Catholique Romaine de Montréal**

pour la partie de seconde part, mais sans recours quelconque contre cette dernière, chacun d'eux un huitième de la somme de cinq mille dollars cidessus mentionnés, dont quittance générale et finale.

DONT ACTE :

Fait et passé à Montréal susdit en l'Etude du Notaire soussigné, les jour, mois et an en premier lieu ci-dessus mentionnés, sous le numéro six mille sept cent quarante-sept de son répertoire.

Et les dites parties ont signé avec le dit Notaire et en sa présence, après lecture faite.

(Signé) THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,
LS. B. DUROCHER,
E. A. POITEVIN,
L. D. MIGNAULT,
W. H. HINGSTON,
L. A. DEMERS,
J. A. BRUNELLE,
L. E. DESJARDINS,
J. A. LARAMÉE,
L. E. LECLERC, N. P.

Vraie copie de la minute des présentes demeurée de record en mon Etude.

C. E. LECLERC, N. P. (1)

A une assemblée de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté Médicale de l'Université Laval à Montréal, dûment convoquée et tenue à Montréal, le vingt-quatrième jour de Novembre mil huit cent quatre-vingt-onze, à laquelle étaient présents les Docteurs L. B. Durocher, W. H. Hingston, A. Demers, S. Duval, A. A. Foucher, A. T. Brosseau, N. Fafard, L. D. Mignault, J. A. Laramée, A. Dagenais, E. A. Poitevin et H. E. Desrosiers.

Il est proposé par le Dr N. Fafard et appuyé par le Dr A. T. Brosseau :

Que cette corporation accepte la cession par les anciens membres d'icelle de leurs droits dans les biens dont ils sont devenus propriétaires en vertu de l'acte de Québec 54 Victoria, chapitre

(1) A son retour d'Europe, M. le Dr Chartrand donnait une quittance dans le même genre.

58, sauf les créances et dettes actives, antérieures au premier juillet 1891, sous l'autorité du dit acte, et que le Docteur J. A. Laramée soit autorisé à signer un acte notarié à cet effet.

Messieurs les Docteurs L. B. Durocher, W. H. Hingston, L. A. Demers, L. D. Mignault et E. A. Poitevin déclarent s'abstenir de voter, vu leur intérêt personnel dans cette affaire.

Et Messieurs les Docteurs S. Duval, A. A. Foucher, A. T. Brosseau, N. Fafard, J. A. Laramée, A. Dagenais et H. E. Desrosiers, votent pour la proposition qui est en conséquence adoptée.

(Vraie copie)

(Signé)

H. E. DESROSIERS,

Secrétaire.

MONTREAL, 24 novembre 1891.

Résolution à laquelle il est fait allusion dans l'acte de cession ci-contre, reconnue et signée *ne varietur* par les parties y nommées, en présence du Notaire soussigné et par ce dernier, ainsi qu'il y en est fait mention.

Montréal, le vingt-sixième jour de Novembre
mil huit cent quatre-vingt-onze.

(Signé) THS. E. D'ODET D'ORSONNENS,
L. B. DUROCHER,
E. A. POITEVIN,
L. D. MIGNAULT,
W. H. HINGSTON,
L. A. DEMERS,
J. A. BRUNELLE,
L. E. DESJARDINS,
J. A. LARAMÉE,
C. E. LECLERC, N. P.

Vraie copie.

C. E. LECLERC.

XXII

L'An mil huit cent quatre-vingt-onze, le
jour du mois de Novembre.

Devant le soussigné Cléophas Edouard Le-
clerc, Notaire public pour la Province de Québec,
dans la Puissance du Canada, résidant dans les

cité et district de Montréal, dans la dite Province.

ONT COMPARU :

Messieurs.....

parties aux présentes de première part ;

Et “ La Corporation Archi-Episcopale Catholique Romaine de Montréal ”, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires dans la dite cité de Montréal, représentée et agissant ici par le Révérend Messire Zotique Racicot, prêtre chanoine, demeurant dans la dite cité,

partie aux présentes de seconde part ;

Lesquelles dites parties, pour en venir à la quittance qui fait l'objet du présent acte, ont préliminairement déclaré au Notaire soussigné ce qui suit, savoir :

Attendu que l'Administration de l'Université Laval   Montréal, à sa séance du vingt-huit octobre dernier, aurait adopté une résolu-

tion qui se lit textuellement comme suit, savoir :

“ Montréal, 28 octobre 1891.

“ Vu que l'Administration de l'Université
“ Laval à Montréal, offre aux anciens membres
“ propriétaires de la Corporation de l'Ecole de
“ Médecine et de Chirurgie de Montréal, de
“ leur payer, par part égale, l'excédent d'avoir
“ sur ses dettes que possédait la susdite corpo-
“ ration, lors de la passation de l'acte de la
“ Législature de la Province de Québec, 54 Vic.,
“ chap. 58, en y ajoutant les frais d'arbitrage ;
“ En témoignage de bon vouloir vis-à-vis les
“ professeurs titulaires de la Faculté de Méde-
“ cine de l'Université Laval à Montréal, exis-
“ tant lors de la passation du susdit acte 54 Vic.,
“ chap. 58, et actuellement en activité ; en
“ souvenir des sacrifices qu'ils se sont imposés
“ pour aider, à Montréal, à la fondation de
“ l'Université Catholique ; et surtout en recon-
“ naissance de la bonne volonté qu'ils ont
“ apportée dans la confection et le fonctionne-

“ ment de l'Union et nullement en reconnais-
“ sance légale de quelque réclamation que ce
“ soit :

“ Il est décidé à l'unanimité que l'Adminis-
“ tration de l'Université Laval à Montréal, offre
“ aux susdits anciens professeurs de la Faculté
“ de Médecine de l'Université Laval à Montréal,
“ de leur donner pour se le partager entre eux,
“ par part égale, une somme d'argent égalant
“ l'excédent d'avoir sur les dettes qui revient
“ aux anciens membres propriétaires de l'Ecole
“ de Médecine et de Chirurgie de Montréal, tel
“ qu'il est désigné dans la sentence arbitrale
“ rendue par MM. Louis Allard, Louis J. La-
“ montagne et Alfred Roy, en date du dix-sept
“ de septembre mil huit cent quatre-vingt-
“ onze ;

“ Pourvu que les dits professeurs anciens de la
“ Faculté de Médecine de l'Université Laval à
“ Montréal, renoncent à faire contre l'Univer-
“ sité Laval à Montréal toutes réclamations
“ généralement quelconques jusqu'à ce jour.

“ Signé à Montréal, à l'Archevêché, ce vingt-

“ huitième jour d'octobre mil huit cent quatre-
“ vingt-onze.

“ † EDOUARD CHS, *Arch. de Montréal*.

“ L. D. A. MARÉCHAL, *Chan., V. G.*

“ Z. RACICOT, *Chan.*

“ J. B. PROULX, *Ptre, V. R. U. L. M.*”

Attendu que la dite partie de seconde part a
consenti à payer la dite somme de cinq mille
dollars.

C'est pourquoi les dites parties de première
part reconnaissent avoir présentement eu et reçu
de “ La Corporation Archi-Episcopale Catholique
Romaine de Montréal”, pour l'Université Laval
à Montréal, la dite somme de cinq mille dollars
courant qu'elles ont partagée entre elles par
parts égales, et ce pour les considérations portées
dans la résolution sus-citée, dont quittance.

En conséquence, les dites parties de première
part renoncent à faire contre l'Université Laval
à Montréal, toutes réclamations généralement
quelconques jusqu'au dit jour, vingt-huit d'octo-
bre dernier.

Dont acte :

Fait et passé à Montréal susdit, en l'Etude du Notaire soussigné, les jour, mois et an en premier lieu ci-dessus mentionnés, sous le numéro six mille sept cent de son répertoire.

Et les dites parties ont signé avec le dit notaire et en sa présence après lecture faite.

(Suivent les signatures.)

XXIII

ROME, 15 décembre 1891.

Le Rév. Z. Racicot, Chan., Proc. à l'Arch. de Montréal.

MONSIEUR LE CHANOINE,

Merci, grand merci pour votre lettre du 28 de Novembre dernier, pleine de détails. Votre bon cœur vous a fait comprendre la soif de nouvelles circonstanciées que je devais avoir au sujet de cette affaire importante. Elle s'est dénouée

comme elle ne pouvait le faire autrement, étant en aussi bonnes mains. Je vous félicite sur un résultat aussi définitif, aussi général, à si courte échéance, avec de telles garanties légales de sécurité. A ce point de vue, je me réjouissais d'être dans l'occasion de me trouver absent. Depuis deux ans, j'ai dû m'opposer à tant d'exigences diverses, retenir dans les digues de la modération tant de calculs débordants, rogner les ailes à tant d'espérances outrées, qu'il était bon qu'un autre fût appelé à planter et à river le dernier clou : surtout quand cet autre possède comme vous un grand poids d'autorité en matières financières. Donc, je me réjouis de voir terminée cette affaire qui a été, certainement, à la base de toutes les difficultés passées. Votre lettre, ainsi que celle de M. le Grand Vicaire, nous a été d'une grande utilité dans l'exposé de nos affaires. L'une et l'autre sont arrivées à point, comme les fées dans les contes. Nous en avons fait des extraits, et les avons insérés dans une lettre au Cardinal Simeoni, précieusement comme on enchâsse des diamants. Ecrivez-nous encore, au

fur et à mesure que les événements se développent, des explications aussi précises qui deviennent pour nous des autorités avec un caractère officiel.

Nous visitons nombre de Cardinaux, et à chacun nous répétons notre boniment. Nous l'avons répété si souvent, qu'il n'a plus d'intérêt pour nous, et que nous le trouvons ennuyant à mourir, pourvu toutefois que nous ne soyons pas comme certains prédicateurs de retraite, qui, à force de répéter le même sermon, finissent par paraître ne plus se croire eux-mêmes. Pour vous, *croyez que je crois que vous croyez que je suis* avec une très haute considération,

Monsieur le Chanoine,

Votre tout dévoué serviteur,

J. B. PROULX, Prêtre.

XXIV

ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL, 19 janv. 1892.

M. l'abbé J. B. Proulx, Ch. Hon., V. R. U. L. M.

MON CHER MONSIEUR,

Depuis que j'ai reçu votre bonne lettre, remplie de toutes sortes de choses agréables, j'ai payé M. le Docteur Chartrand, le seul médecin de l'ancienne Ecole Victoria, qui n'avait pas encore signé l'acte de cession de la propriété de l'Ecole à la Nouvelle Corporation.

Voilà donc une affaire *bâclée*. Quant aux médecins de la Faculté Laval, deux sont encore en arrière. Les Docteurs Brosseau et Dagenais ne se sont pas encore décidés à venir chercher leur chèque. Le Dr Dagenais m'a fait une visite à l'Archevêché pour expliquer sa conduite ainsi que celle de son confrère : ils m'avaient envoyé auparavant une sorte de protêt contre l'autorité Universitaire ; je vous l'envoie, afin que vous en preniez connaissance.(1)

(1) Voir le Document suivant.

Le Dr Dagenais m'a, de plus, montré une lettre sur laquelle il croit pouvoir appuyer ses prétentions à une somme beaucoup plus considérable que celle qui lui est offerte. Il m'a même annoncé qu'il s'adresserait à des avocats éminents pour apprendre d'eux les moyens d'obtenir ce qu'il réclame.

Toutefois, il m'a fait comprendre qu'il ne prendrait aucun procédé légal, s'il n'était pas appuyé sur l'opinion de légistes expérimentés et instruits. A ces réflexions j'ai répondu que Mgr l'Archevêque ne craignait rien, et qu'il était impossible de faire aucune modification dans le mode de récompenser les médecins de Laval pour les services qu'ils avaient rendus.

Vous verrez par les journaux de Montréal que l'Académie St-Louis de Gonzague a failli devenir la proie des flammes. La vie de deux Sœurs a été en danger. Le résultat pratique pour les élèves a été une vacance de quelques jours. Les dommages s'élèvent à un millier de piastres, qui a été payé par les assurances.

Prenez garde à la grippe qui paraît s'acharner aux grands personnages.

Mes saluts respectueux à Monseigneur l'Evêque de Sherbrooke.

Votre bien dévoué,

Z. RACICOT, *Chanoine*.

XXV

MONTREAL, 4 décembre 1891.

Messire Z Racicot, Chanoine.

MONSIEUR,

Les soussignés n'ont pas accepté les cinq cents piastres offertes par vous au nom de M. le Vice-Recteur de l'Université Laval à Montréal, en paiement de leurs réclamations contre l'Université, pour arrérages d'honoraires, pour les raisons suivantes.

1° La somme offerte n'est pas suffisante, et il y a trop de disproportion entre le montant de leurs réclamations et ce que l'on offre.

2° Le dernier mode d'indemnité adopté par M. le Vice-Recteur ne paraît pas juste, parce

qu'il octroie autant à ceux qui ont donné soixante lectures par année qu'à ceux qui en ont donné plus de deux cents.

3^o Les soussignés préfèrent s'en tenir au mode proposé par M. le Vice-Recteur aux délégués de la Faculté à Québec, le 3 de décembre 1890, mode accepté par eux et approuvé depuis par les Evêques de la Province ecclésiastique de Montréal. Ce mode consistait à soumettre toutes les réclamations des professeurs de la Faculté à trois arbitres dont l'un serait nommé par les Evêques, l'autre par les professeurs, et le troisième par les deux premiers.

Les soussignés déclarent qu'ils sont prêts à accepter ce mode de règlement et ils déclarent de plus qu'ils s'engagent à se soumettre à la décision des trois arbitres ainsi nommés.

En vous priant d'accepter l'expression de leurs sentiments d'estime et de respect pour vous, Mr le Chanoine, les soussignés se sousscrivent

Vos très humble serviteurs,

A. DAGENAI, *M. D.*

A. T. BROSSEAU, *M. D.*

XXVI

Collège Canadien, 117 rue des Quatre-Fontaines,

ROME, 3 février 1892.

M. le Chanoine Z. Racicot, Proc. à l'Arch. de
Montréal.

MONSIEUR LE CHANOINE,

Je réponds immédiatement à votre lettre du 19 janvier que je reçois aujourd'hui même. En même temps j'accuse réception de la "sorte de protêt" à vous envoyé par MM. les Docteurs Dagenais et Brosseau. La maladie de M. Bruchési fait que je suis en grande pénurie de nouvelles universitaires. Merci pour les détails que vous me donnez.

Pendant mon absence, il ne m'appartient pas d'administrer ; c'est pour me décharger de cette besogne devenue impossible que les Evêques m'ont choisi un substitut.

Même la prudence veut qu'à cette distance on ne hasarde aucun conseil, à moins que ce ne soit sous condition. Mais il est bien permis d'avoir une pensée ; or telle est la mienne sur la prétention des deux susdits professeurs. D'abord citons la lettre qui lui sert de prétendu point d'appui.

“ Voici ce que je crois pouvoir vous répondre,
“ à vous, Messieurs les Docteurs Fafard et La-
“ marche, comme délégués par la Faculté de
“ Médecine pour me porter les résolutions ci-
“ dessus, bien que le temps me fasse défaut pour
“ consulter Nosseigneurs les Evêques.

“ Je sais que Nosseigneurs les Evêques de la
“ Province de Montréal, pour l'avoir entendu de
“ leur bouche, veulent respecter vos droits à
“ l'égal de ceux des membres de l'Ecole de Mé-
“ decine et de Chirurgie de Montréal.

“ Comme ce n'est ni le temps, ni le lieu, de
“ délimiter l'étendue et la valeur de ces droits,
“ je vous propose, au nom de Nosseigneurs les
“ Evêques, présumant leur autorisation, de re-
“ mettre ce soin à trois arbitres, dont l'un serait

“ choisi par Nosseigneurs les Evêques, le second
“ par les membres actuels de la Faculté de Mé-
“ decine de l'Université Laval à Montréal, et le
“ troisième par les deux premiers ou bien par les
“ nouveaux membres de la Faculté, c'est-à-dire les
“ membres actuels de l'Ecole de Médecine et de
“ Chirurgie, selon que, pour le troisième arbitre,
“ les Evêques le désireront ou les circonstances
“ l'exigeront. ”

Qu'on veuille bien remarquer ceci : MM. Lamarche et Fafard se présentaient comme délégués de la Faculté de Médecine, et je leur répondis en leur qualité de délégués de la dite Faculté.

Dans une communication datée du premier de mai 1891, M. le Docteur Desrosiers, sous sa signature de *secrétaire* de la Faculté de Médecine, me transmet les réclamations des professeurs de la Faculté.

Le 11 mai 1891, à propos de ces réclamations, j'écrivais à M. le Grand Vicaire Maréchal une lettre dans laquelle on lit, entre autres remarques, les suivantes :

“ Dans tous les cas, je suis d’avis qu’il serait
“ infiniment mieux, pour étudier et déterminer
“ les détails de cette question, d’attendre que les
“ réclamations des anciens membres de l’Ecole
“ de Médecine soient définitivement réglées. La
“ Faculté de Médecine a soumis “ qu’elle désirait
“ être mise sur le même pied que l’Ecole de Mé-
“ decine et de Chirurgie. Alors, avant de pro-
“ céder il conviendrait de connaître exactement
“ sur quel pied se mettra en définitive l’Ecole
“ de Médecine.

“ Si, dans ce temps-là, les professeurs de la
“ Faculté de Médecine ne trouvaient pas accep-
“ tables les propositions que nous avons à leur
“ faire, nous aurons recours à ce que j’ai proposé
“ à leurs délégués, et ce que les dits délégués ont
“ accepté, savoir : de remettre ce soin à trois
“ arbitres. ”

Le douze juin je communiquai cette lettre à
M. le Dr Rottot, *doyen* de la Faculté de médecine.

Par conséquent, jusque-là, toutes les fois que
j’ai traité de ces réclamations, et qu’il s’est agi

de cet arbitrage, j'ai traité avec la *Faculté comme corps*.

Or le 3 de novembre, lorsque, selon les demandes des professeurs de Laval et selon mes promesses, nous avons mis *sur un même pied* les professeurs des deux institutions qui s'étaient unies, la Faculté, ce soir-là même ou le lendemain, s'est déclarée satisfaite à l'unanimité moins deux. De ce moment l'alternative de recourir à un arbitrage a cessé.

Si ces deux messieurs disent qu'ils veulent traiter comme *individus*, alors je leur réponds : “ Je ne vous ai jamais fait de propositions. Mes propositions s'adressaient à la Faculté, comme c'était la Faculté qui me faisait des demandes. Cessez de vous prévaloir de ma lettre. ”

Où vous agissez comme partie d'un corps où la majorité décide, ou vous agissez isolément. Si vous agissez comme partie d'un corps, le corps a décidé contre vous, et vous ne pouvez demander l'arbitrage. Si vous agissez isolément, je n'ai jamais traité avec des personnalités isolées et par conséquent je ne vous ai jamais proposé d'arbitrage.

La preuve que c'était bien là la position que j'entendais prendre, outre les termes explicites de mes documents, c'est que, lorsque l'ancienne Faculté en corps eut rejeté le 31 octobre 1891 certaines propositions monétaires que je leur faisais, je proposai au corps réuni, le 3 novembre, un nouvel arrangement que le corps a accepté à une grande majorité.

Nous traitons sur un terrain, je vous offre des avantages ; il vous plaît de passer sur un autre terrain, vous ne pouvez apporter avec vous les avantages.

Je vous ai dit : rouge ou noir. Vous avez répondu : noir. Eh bien ! à moi les rouges. Vous ne pouvez pas avoir deux chances et moi aucune.

O'Connell, un jour, racontait à son auditoire qu'un Irlandais, buvant un œuf que la poule avait réchauffé trop longtemps, entendit le petit poulet lui crier dans le gosier : "Trop tard, dit Pat, trop tard."—De même, je crierai aux deux médecins : "Trop tard pour changer de position, trop tard !"

Voilà mon opinion. Que ces messieurs demandent un arbitrage, ils sont libres de le faire; que l'administration universitaire le leur accorde, c'est matière d'opportunité. Mais que ma lettre constitue un droit pour eux, et pour nous une obligation, je le nie.

Vos affaires politiques se corsent. Nous en sommes au discours de Laurier. Ici, pareillement ça se corse, tout en craque. Il n'y a que deux choses qui ne bronchent pas : mon espérance qui est tranquille et ferme et ma santé qui fleurit comme un oranger sous le beau ciel d'Italie.

Je me souscris, avec considération,

Votre serviteur dévoué,

J. B. PROULX, *Ptre.*

XXVII

ST-MICHEL DE NAPIERVILLE, 13 septembre 1891.

Le Révérend J. B. Proulx, Ptre,
V. R. U. L. M.

BIEN CHER CONFRÈRE, (1)

Je me réjouis du succès que vous avez obtenu dans cette importante affaire, et je profite de l'occasion pour vous offrir mes plus sincères félicitations. Vous aviez affaire à de rudes et roués adversaires, mais grâces en soient rendues à Dieu, vous les avez battus comme ils le méritaient; vous avez fait triompher la cause de Montréal, et tout le monde s'en réjouit. En outre, j'espère bien que M... ne réussira pas, à Rome, à faire changer ce qui a été réglé. Je suppose qu'il sera surveillé, et que, comme

(1) Je cite ici cette lettre avec plaisir, comme elle me vient de mon ancien curé, du seul que j'aie eu au temps de mon vicariat.

c'est déjà arrivé, il sera mis à l'ordre. Qu'en dites-vous? Nous prions pour cette fin. En attendant avec confiance de nouveaux succès,

Je me soustris bien sincèrement,

Votre tout dévoué confrère,

L. M. TAILLON, *Ptre.*

XXVIII

ÉCOLE DE MÉDECINE ET DE CHIRURGIE DE MONTRÉAL (1)

FACULTÉ MÉDICALE DE LAVAL A MONTRÉAL.

OUVERTURE DES COURS A L'HOTEL-DIEU.

Discours du Président et du Doyen de la faculté.—

Allocution de l'abbé J. B. Proulx.—Lettres des Evêques suffragants.

L'ouverture des cours de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, faculté de médecine.

(1) Ce compte rendu est tiré mot à mot des journaux *l'Eten-*
dard et *la Presse*.

Quelques rares expressions peuvent manquer d'exactitude mathématique; mais on ne peut ne pas admirer la hauteur d'idées et la largeur de vues auxquelles a donné émission cette consécration publique de l'union des esprits à Montréal.

ne de l'Université Laval à Montréal, a eu lieu hier après-midi, à 3 heures dans le grand amphithéâtre de l'Hôtel-Dieu.

Lorsque les élèves, qui encombraient le vaste amphithéâtre, virent arriver le Président de l'École accompagnant Mgr l'Archevêque, les professeurs et les invités, la salle retentit de leurs applaudissements.

Mgr Fabre prit son siège, ayant à sa droite le Dr L. B. Durocher, président de l'École, et à sa gauche le R. P. Renaud, supérieur des Jésuites.

Un grand cercle les entourait, composé de MM. le Vice-Recteur Proulx, curé de St-Lin; Gratton, curé de Ste-Rose; Salmon, curé de Ste-Marie de Montréal; Rousseau, P. S. S.; le R. P. Hyacinthe Hudon, S. J.; quelques autres membres du clergé dont les noms nous échappent; et MM. les docteurs d'Orsonnens, Hings-ton, Rottot, L. E. Desjardins, Brunelle, Desrosiers, Brosseau, Poitevin, Migneault, Fafard, Demers, Leblanc, Bourque, Brennan, Duquet, Roy et Hudon, de l'Hôtel-Dieu, Dugas, Fortier, Chartier, Rivet, H. J. Brodeur, Auger, Laberge,

Delorme, Chrétien-Zaugg, E. Valois, A. Valois, MacDuff, Guérin, et plusieurs autres médecins dont nous n'avons pu nous procurer les noms, et M. E. Hudon, des Laurentides.

M. le Dr Durocher se lève d'abord et prie le Dr Desrosiers, secrétaire de la Faculté, de vouloir bien lire les lettres de Nosseigneurs les Evêques de Sherbrooke et de St-Hyacinthe, qui regrettent de n'avoir pu assister à l'ouverture des cours.

LETTRE DE MGR RACINE.

EVÊCHÉ DE SHERBROOKE, 3 octobre 1891.

L. B. Durocher, Ecr,

Président de la Faculté de médecine de l'Université Laval à Montréal.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je regrette sincèrement de ne pouvoir assister à la séance d'ouverture de la Faculté de médecine, le 5 octobre prochain.

N'ayant en vue que le bien, sans autre mobile que le devoir, MM. les membres de la Faculté de médecine, telle qu'établie aujourd'hui, se sont élevés au-dessus de toute considération particulière, et ont sacrifié à l'intérêt commun toute préférence de personnes, toute rivalité de ville à ville, pour suivre les salutaires enseignements donnés par le Vicaire de Jésus-Christ dans la Constitution *Jam dudum*.

Cet heureux résultat est dû en grande partie à votre vénérable métropolitain. Le cinq octobre sera donc un jour de joie pour Mgr l'Archevêque de Montréal, pour les suffragants, pour M. le Vice-Recteur, pour vous tous qui avez travaillé à l'organisation de l'Université à Montréal, avec un esprit d'harmonie qui en assure le succès.

Fasse le ciel que notre Université donne toujours à l'Etat des citoyens intègres et utiles, et à l'Eglise des défenseurs fermes et dévoués.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Président,

Votre très humble serviteur,

† ANTOINE, *Evêque de Sherbrooke*.

LETTRE DE MGR MOREAU.

ST-HYACINTHE, 3 octobre 1891.

L. B. Durocher, Ecr.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je vous suis bien reconnaissant de la gracieuse invitation que vous me faites d'assister à l'ouverture des cours de la Faculté de Médecine de Laval. C'eût été un vrai bonheur pour moi de répondre à votre désir et de donner le témoignage du vif intérêt que je porte à votre grande et si précieuse institution. Mais mes occupations sont telles en ce temps-ci, que je ne puis m'absenter.

En agréant mon excuse, veuillez aussi agréer mes vœux bien sincères pour un succès hors ligne de votre Ecole, pendant l'année académique qui va s'ouvrir bientôt.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Président,

Votre tout dévoué serviteur en N. S.

† L. Z., *Evêque de St-Hyacinthe.*

DISCOURS DU DR DUROCHER.

MONSEIGNEUR,

MESSIEURS DU CLERGÉ,

MESSIEURS,

L'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, Faculté médicale de l'Université Laval à Montréal, dont j'ai l'honneur d'être le président, salue avec bonheur l'arrivée de cette jeunesse avide de science et préparée par de sérieuses études.

Permettez-moi de vous rappeler un heureux événement dont les conséquences seront considérables pour le progrès et la prospérité de cette institution. La Législature provinciale se rendant aux vœux de l'autorité suprême de l'Eglise et de Nosseigneurs les Archevêque et Evêques de Montréal, St-Hyacinthe et Sherbrooke, a sanctionné l'union si désirable des facultés de médecine de langue française de cette ville. Les différents professeurs de ces facultés ne forment plus qu'une seule institution. Ils sont mis sur un pied d'égalité, et ils se dévoueront à l'avancement de l'enseignement médical de cette Ecole telle que modifiée et agrandie.

L'Ecole est sous la protection de Nosseigneurs les Evêques. Elle donnera les diplômes de l'Université Laval au lieu de ceux de l'Université Victoria qui est disparue, fondue dans l'Université de Toronto. Elle

possède les mêmes privilèges qu'autrefois, se gouvernant, faisant ses règlements comme par le passé; de plus exempte de toute concurrence d'institution, de notre langue, dans cette ville.

La justice et la paix se sont embrassées. Vous assistez donc au début d'une union qui, j'en ai la douce conviction, sera féconde en heureux résultats. L'Ecole n'a plus d'adversaires, elle ne connaît que des émules.

Nous sommes trop pressés pour dépenser notre énergie en luttes stériles. L'avancement prodigieux des diverses branches du savoir médical nous entraîne, il faut s'y associer sans retard.

Nous appartenons donc tous à la même institution : l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal, espérant éviter les mauvais génies qui tenteraient encore de nous diviser, espérant dans un court délai faire partie d'une grande Université qui répondra aux besoins du district de Montréal, des districts environnants et de tous nos compatriotes d'Amérique.

Nous ouvrons aujourd'hui nos portes, en inaugurant la session 1891-1892, la 49^e de cette institution. Dans notre jeune pays où l'horizon est si vaste pour les aspirations vers la nouveauté, c'est déjà beaucoup pour une institution de vivre prospère après cinquante ans d'existence. Née au milieu d'une période critique et agitée de notre histoire, cette Ecole, par ses humbles débuts, devait faire présager ses développements d'aujourd'hui. Elle répondait à un besoin national.

Ces professeurs si méritants, nos dignes et vénérés prédécesseurs, partageaient les sentiments unanimes de nos ancêtres : celui d'une protection mutuelle et le

désir de prendre part au mouvement scientifique contemporain. Serrant les rangs, ils ont marché à la conquête de la prospérité nationale sous le rapport intellectuel, comme sous le rapport politique.

Ils ont fait des sacrifices, réuni leurs efforts pour fonder des institutions qui sont des colonnes solides de notre nationalité canadienne-française. Au nombre de ces institutions, est cette Ecole, la première sur ce continent, enseignant la science médicale dans notre belle langue française, la langue des Bossuet et des Racine, des Dupuytren et des Trousseau.

Je renonce à vous redire les difficultés qui ont assailli notre Ecole depuis son berceau jusqu'à nos jours, ce serait trop long, pénible et parfois douloureux, quoiqu'il soit salutaire de ne pas les oublier. Si les épreuves sont une marque de la valeur des institutions, il faut dire que l'Ecole de Médecine est une grande et bonne œuvre. Ce n'est pas en vain que nos maîtres, les Munro, les Beaubien, les Coderre, les Peltier, les Trudel, les Craig et autres de l'enseignement médical, y ont consacré les meilleures années de leur vie. En effet, l'Ecole compte plus de huit cents praticiens éclairés, répandus sur tous les points de ce continent. Ils sont fiers de se proclamer élèves de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie et ils font, en Amérique comme en Europe, honneur à leur *Alma mater*.

Je manquerais au devoir de la reconnaissance en ne vous rappelant pas un nom qui est inséparable de cette institution, nom dont le souvenir est encore dans tous les cœurs catholiques de cette région, nom qui se

rattache à tout ce que la religion et la patrie ont fait de grand dans le diocèse de Montréal: vous l'avez tous sur les lèvres, c'est celui du très vénéré et regretté Mgr Ignace Bourget! Avec des visées profondes, il travaillait à la création d'une grande université canadienne-française à Montréal. Il peut être regardé comme le fondateur de cette Ecole. C'est à lui et à son digne clergé, au dévouement de nos communautés religieuses et au support de nos compatriotes, qu'elle doit d'avoir traversé triomphalement les phases critiques de son existence.

Son digne successeur, marchant sur ses nobles traces, continuera à porter le même intérêt témoigné à cette Ecole. Monseigneur désire que nous formions ici de savants médecins, des hommes de caractère et de bons citoyens. La religion et la patrie se sont donné la main pour protéger, maintenir et consolider cette importante institution.

Eh bien, Messieurs de l'Ecole, il faut nous rendre digne de si précieux encouragements. Il faut étudier avec ardeur les progrès rapides de la science médicale.

Permettez-moi d'appeler votre attention sur quelques sujets et découvertes attestant les progrès de la science de nos jours. Ne mentionnons, pour le moment, que les œuvres accomplies dans le grand pays de nos ancêtres, la France.

L'anatomie générale, création de l'immortel Bichat, les progrès dans les différentes branches de l'anatomie jusqu'à l'étude de la bactériologie.

L'auscultation et la percussion auxquelles le grand Laennec a donné une précision presque mathématique.

Les belles recherches sur la physiologie expérimentale qui ont immortalisé Claude Bernard.

Trousseau par son immense savoir et son éloquence élève la clinique à un degré inconnu jusqu'à lui.

Guérin et Lister créent l'antiseptie qui provoque toute une révolution dans l'hygiène thérapeutique et chirurgicale.

Villemain, Davoine et Pasteur révèlent les causes encore inconnues d'un grand nombre de maladies.

L'anesthésie suspend la notion de la douleur. D'un grand secours pour le chirurgien, elle permet d'opérer dans des conditions plus avantageuses. La durée de l'existence humaine est élevée de 20 pour cent par l'étude et la pratique de l'hygiène. Son enseignement s'impose comme un devoir à toutes les phases de l'éducation. La chimie est parvenue à donner au praticien des principes actifs parfaitement définis : les alcaloïdes, armes précieuses qui les dispensent de recourir aux préparations complexes et incertaines de l'ancienne pharmacopée.

La médecine légale est un flambeau indispensable à l'exercice de la justice. La chirurgie ne connaît plus d'obstacles, la néphrectomie, l'hystérectomie, l'ovariotomie, sont des opérations journalières. Il sera donné à l'avidité de vos intelligences de connaître sous la direction de professeurs d'expérience et dévoués ces progrès de la science par l'étude et l'observation.

Il me faut abrégé et laisser la parole à M. le professeur d'Orsonnens, chargé de faire le discours d'ou-

verture proprement dit. Un mot maintenant sur l'importance de la philosophie, et je termine.

L'étude des sciences médicales exige une solide préparation. Ce serait témérité pour quiconque tenterait d'aborder ce champ épineux, sans au préalable être muni de fortes études classiques. La science de la vie est un problème des plus difficiles pour les érudits. Les ignorants y perdent leur tête et leur temps.

Sans préparation valable, impossible de tenter cette tâche presque surhumaine.

Quel sera le guide indispensable à travers les écueils dont la science est hérissée? Vous l'avez deviné, Messieurs, c'est une saine philosophie. Si l'expérience ne vous l'avait appris, la voix suprême de Léon XIII est là pour vous convaincre. Le premier soin de ce savant philosophe, en montant sur le trône de Saint-Pierre est de remettre en honneur l'enseignement de la philosophie. Il définit la philosophie: " La science des choses par leurs premiers principes." Toute science se rattache à elle. Avant lui, Cicéron avait dit: " La philosophie préside à la naissance des sciences, elle leur donne la vie, elle en est la mère." Guérusez arrive à la même conclusion par une image frappante: " Si l'on compare l'ensemble des sciences humaines à un arbre vigoureux, les autres sciences sont les branches, mais la philosophie en est le tronc et la racine." Sans philosophie, vous ne voyez partout que des manifestations purement matérielles. L'homme tout entier n'est à vos yeux qu'un sujet de dissection; il n'est que ce que le scalpel vous le

montre. Le cerveau est un organe sécréteur de la pensée. Alors, plus de libre arbitre, plus de responsabilité humaine, plus d'âme immortelle, mais de simples phénomènes d'automatisme et la formule suivante : " Le néant vaut mieux que l'être." La philosophie vous empêchera de donner votre adhésion à ces mensonges de nos savants matérialistes. Ces écarts retardent la science du vrai savoir médical. Ces demi-savants qui n'étudient que la partie la moins importante de l'homme, la matière, seront bientôt oubliés devant les travaux des vrais savants de nos jours. Ces derniers, comme les Surbled, de Boniat et autres, d'accord avec la foi catholique et une saine philosophie, établissent par la physiologie et l'anatomie que, sans l'union de l'âme immortelle au corps de l'homme, il est impossible de comprendre les phénomènes vitaux.

Messieurs, je le proclame au nom de tous, vos professeurs sont des chrétiens : ils vous feront étudier les phénomènes physiologiques et pathologiques offerts à votre observation selon les vrais principes d'une saine philosophie.

Puissiez-vous travailler à faire figurer avec honneur votre *Alma mater* à côté des grandes institutions de nationalité étrangère. Vous aurez par là même contribué à la gloire du Canada français et catholique !

Maintes fois, M. le Dr Durocher dut interrompre son discours : les applaudissements couvraient sa voix.

Il céda la parole à M. le docteur d'Orsonnens, dont nous sommes heureux de pouvoir aussi publier le travail.

DISCOURS DU Dr D'ORSONNENS.

Depuis longtemps, ou plutôt je devrais dire il a toujours été d'usage, au commencement de chaque session, qu'un professeur de l'Ecole adressât la parole à MM. les élèves pour leur souhaiter la bienvenue. Je le fais à l'instant avec le plus grand plaisir au nom de tous mes collègues, puis je me permettrai d'ajouter quelques mots. Quelque délicate, vu les circonstances, que soit aujourd'hui cette tâche, je dois l'avouer, c'est un honneur, je devrai plutôt dire un véritable bonheur pour moi d'en avoir été chargé. C'est ce qui m'a fait oublier mon grand âge et les misères de la maladie qui m'entraîne au tombeau, et me fait réclamer toute votre indulgence.

Comme le plus ancien membre de notre institution, dont je fais partie depuis quarante-trois ans, je suis heureux de pouvoir annoncer ou plutôt vous répéter ce que tout le monde sait déjà, que, tout en conservant son nom, son autonomie, l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal est aujourd'hui la Faculté de Médecine de l'Université Laval à Montréal : non pas à titre d'affiliation, mais comme partie intégrante, et c'est une satisfaction bien grande pour moi de pou-

voir ajouter que ceux de ses anciens professeurs les plus distingués, qui, dans les circonstances d'alors, avaient cru devoir se séparer de notre corps, sont revenus à nous, avec leurs estimés collègues.

Tous conservant leur chaire à l'Université, nous donnant à nous notre existence religieuse et recevant de nous en retour leur existence civile : voilà donc un arrangement honorable de part et d'autre et qui bénéficie à chacun de nous, tout en nous assurant la paix !

Aussi pouvons-nous nous écrier avec joie : *Gloria in excelsis Deo ; et in terra pax hominibus bonæ voluntatis*. D'ailleurs, n'est-ce pas à peu près la réunion des médecins que Mgr Conroy, délégué apostolique, avait choisis dès le début, pour former la Faculté de Médecine de Laval à Montréal : la plupart déjà professeurs de l'Ecole, les autres élèves de cette dernière ? C'est donc une véritable fête de famille, à laquelle participent quelques amis que leurs talents nous ont fait adjoindre de part et d'autre.

Cette division dont je viens de parler et qui a duré quelques années a servi à augmenter le travail de chacun de son côté, et de cette noble émulation a surgi un bien considérable ! Aussi sommes-nous heureux de notre union et, sachant nous apprécier les uns et les autres davantage, la main dans la main, nous allons reprendre avec une nouvelle ardeur, la tâche qui nous incombe.

Seul survivant des fondateurs de l'Ecole, seul qui ai pris part à toutes ses luttes, depuis son commencement jusqu'à ce jour, quel bonheur c'est pour moi de la voir parvenue au poste honorable qu'elle occupe

aujourd'hui, car elle est la Faculté médicale d'une Université catholique canadienne de Montréal, et qui ne dépend que de Sa Grandeur l'Archevêque de Montréal et de NN. SS. les Evêques de Saint-Hyacinthe et de Sherbrooke, les suffragants de Sa Grandeur. Le Saint-Siège a favorisé jusqu'à ce point notre union, le Parlement provincial l'a légalisée et l'Episcopat de la province ecclésiastique de Montréal l'a prise sous sa bienveillante protection !!!

Ne sont-ce pas là autant de garanties que désormais notre position actuelle repose enfin sur des bases solides et immuables, tant sous le rapport religieux que sous le rapport civil ?

Et à qui devons-nous tous ces précieux avantages ?

Quel est donc le bon génie dont la main forte et puissante a pu renverser enfin tous les obstacles, et dont l'esprit droit et équitable a su concilier tous les intérêts ? Je n'ai pas besoin de le nommer, tout le monde sait que c'est l'œuvre gigantesque de notre vénéré Vice-Recteur, le Révérend Messire Proulx, curé de Saint-Lin. Honneur donc à cet homme de cœur et de talent ! Reconnaissance à ce prêtre si dévoué qui n'a cessé de travailler auprès du Saint-Siège, de la Législature, de l'Episcopat, et de concert avec les deux Ecoles, que lorsque le succès est venu couronner toutes ses peines, ses travaux et ses démarches !

Nous aurons donc désormais à Montréal, une Faculté de Médecine forte par son expérience dans l'enseignement et sa science reconnue ; composée d'un plus grand nombre de professeurs pouvant enseigner toutes les branches de la médecine exigées par la loi

et même les différentes spécialités nouvelles, auxquelles on semble de tous côtés, maintenant, vouloir se diriger. Les élèves y trouveront, par conséquent, plus d'avantages ; cliniques, par exemple, plus nombreuses en chirurgie et en pathologie par différents professeurs qui ont déjà fait leurs preuves tant à l'Hôtel-Dieu qu'à l'Hôpital Notre-Dame ; cliniques obstétricales à la Maternité de Montréal ; cliniques sur les maladies des yeux, des oreilles, du nez, de la gorge, visites aux dispensaires. Voilà donc enfin la réalisation des vues si sages et si perspicaces de notre illustre et regretté archevêque Bourget. C'est bien lui qui a fourni tous les moyens de former notre Université et qui l'a faite ce qu'elle est aujourd'hui, moins le nom que, pour des raisons connues de tous, il n'a pu de son vivant lui faire donner ! Rendons hommage à sa mémoire, bénissons le nom de ce grand bienfaiteur de la ville de Montréal qui lui doit tant d'institutions religieuses !

Mais il ne faut pas oublier non plus les sacrifices de l'Ecole qui pendant près d'un demi-siècle, *seule*, sans secours pécuniaires de personnes a fait face à toutes les dépenses exigées par les circonstances, et a travaillé sans cesse pour le résultat obtenu ? N'a-t-elle pas le droit de demander aujourd'hui à la société à laquelle elle légua le fruit de tout son travail de venir désormais à son aide, de se charger elle-même de lui construire un édifice convenable, de la doter de bibliothèque, de musée et de cabinet de physique, en un mot de tout faire pour cette institution catholique et

nationale le plus beau fleuron de la ville de Montréal et de ne la laisser surpasser par aucune autre !

Qu'il me soit permis de faire remarquer ici que l'Ecole ne peut s'empêcher de dire qu'elle a toujours vu avec peine, mais sans jalousie, que d'autres établissements, du même genre, reçussent en purs dons des terrains d'un prix considérable, des sommes d'argent presque fabuleuses, des octrois de quarante mille piastres de la Législature de la province de Québec, pendant plusieurs années de suite, que celle-ci donnât tout récemment même une égale somme de quarante mille dollars à l'Université de Toronto !

Après avoir tant fait pour nos concitoyens d'une nationalité étrangère, après leur avoir donné dix mille piastres de l'argent de notre province pour celle d'Ontario, n'avons-nous pas le droit de nous plaindre et de dire qu'il est temps enfin, qu'il est juste même de voir à nos intérêts religieux et nationaux !

Espérons donc que la Législature provinciale, à sa prochaine session, fera *d'elle-même* pour Montréal, ce qu'elle a fait *d'elle-même* pour l'Université de Toronto et qu'elle fera plus encore !

Espérons que le Séminaire de St-Sulpice, se fera un point d'honneur de contribuer largement à l'érection de l'édifice nécessaire pour un si noble but ! Espérons que nos bons curés, toujours si dévoués pour l'instruction, n'oublieront pas l'Université dans leurs dernières volontés. Espérons que les citoyens riches feront au moins une petite part de leur fortune à cette institution !

La division, l'incertitude, ne peuvent plus donner

occasion ni d'excuse pour l'indifférence. Il faut que chacun maintenant prête la main à cette grande œuvre, que chacun y contribue pour sa part. Voyez le Collège McGill, nos concitoyens d'origine anglaise ne cessent de le doter de sommes d'argent considérables ; les dons de simples particuliers se montent à des centaines de mille piastres à la fois et lui viennent de tous côtés !

Ne soyons pas forcés de rougir plus longtemps de notre apathie pour l'instruction universitaire ; n'oublions pas que nous sommes la portion la plus nombreuse de la population, et que c'est une honte pour nous de nous laisser devancer ! d'autant plus que nous avons certainement dans plusieurs de nos maisons d'éducation des cours classiques bien supérieurs.

Courage donc ! achevons d'organiser notre département d'éducation à Montréal par l'établissement d'une si riche Université qu'il ne nous reste plus rien à désirer. Comptons à cette fin sur la divine Providence, voyons les beaux édifices religieux qu'elle nous a déjà donnés et qui se montrent de toute part dans notre ville. Pourquoi n'aurions-nous pas, nous aussi, notre Université comme œuvre catholique nationale ?

Serait-il donc plus difficile pour nous, Canadiens, de réunir nos efforts et nos moyens dans ce but ?

Monseigneur, vous que le Saint Siège a mis à la tête de cet établissement si important pour propager les saines doctrines, nous comptons sur votre puissante protection. Nous nous rappelons, avec reconnaissance, votre zèle pour les élèves de notre Ecole, lorsque vous avez été son chapelain.

Que ne peut-elle donc pas espérer de Votre Grandeur. aujourd'hui que vous êtes non seulement son Vice-Chancelier, mais que vous êtes à la tête, comme archevêque, de toute la Province ecclésiastique de Montréal ?

A la prière du Président, Monseigneur prononça une de ces improvisations dont il a le secret, et qui plaisent tant. Monseigneur a appuyé sur les heureux fruits que produit la bonne volonté, exhortant chacun à faire le sacrifice de ses goûts personnels pour le bien de tous.

M. l'abbé Proulx dut aussi se rendre à l'invitation du Dr Durocher. Son talent de littérateur, de narrateur et de diplomate, ne lui fit pas défaut... Tous les autres discours avaient été applaudis, et le sien ne fit pas exception.

ALLOCUTION DE L'ABBÉ J. B. PROULX.

MONSEIGNEUR, MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

MESSIEURS LES PROFESSEURS ET

MESSIEURS LES ELÈVES,

J'avais décidé de ne pas prendre la parole en cette circonstance ; mais voici que je viens d'être attaqué, deux fois répétées ; et un brave ne se laisse pas attaquer sans essayer, au moins, de se défendre. (Rires.)

Je commencerai mes remarques par une parole qui a été prononcée il y a déjà longtemps, deux mille ans passés, par la mère des Gracques. (Rires.) On lui demandait où étaient ses joyaux. “ Les voici, ” dit-elle, en montrant ses enfants. On me demande en ce moment des paroles. “ Des paroles ! puis-je dire, mais voyez, mais regardez autour de vous ; cette réunion, cette démonstration, ce me semble, parle pour moi assez hautement. ” (Applaudissements.)

Toute comparaison, vous le savez, cloche par un côté. Je ne voudrais pas, non, passer pour une matrone romaine. (Rires.) Cependant, autour de moi, je vois réunie tout à coup une si nombreuse famille que je ne puis ne pas me rappeler cette parole de l'Écriture, laquelle j'appliquerai toutefois plutôt à l'institution qu'à moi-même : “ D'où vous vient, ô Jérusalem, tous

ces enfants que dans votre sein, vous n'avez pas portés. " (Rires et applaudissements.)

Vous riez, Messieurs, et moi aussi je me réjouis. Tous ensemble, nous nous réjouissons, parce que ce jour fera époque dans la vie universitaire à Montréal. Il est bien calme, certainement ; il passe bien paisible, bien inaperçu. Pourtant, je n'en doute pas, dans vingt-cinq ans on en parlera comme d'une date mémorable dans l'histoire de l'Ecole de Médecine, de même que certains événements féconds en résultats font date à part dans l'histoire des nations. (Applaudissements.)

Nous nous réjouissons, parce que les professeurs de la Faculté médicale, grâce aux secours pécuniaires que des circonstances meilleures ne manqueront pas d'apporter, voient s'ouvrir devant eux un champ plus vaste, des horizons plus larges, à la poursuite de cet idéal de perfectionnement que tout homme de science entrevoit dans les aspirations généreuses de ses études et ne cesse de rechercher avec passion. (Applaudissements.)

Nous nous réjouissons, parce que l'union sera utile, surtout à vous, Messieurs les élèves, en mettant à votre disposition l'expérience d'un plus grand nombre d'illustres médecins et de chirurgiens habiles, et en entourant vos études des bienfaits du calme et de la paix ; la concorde, la fraternité, voilà la rosée bienfaisante qui féconde les germes du savoir et les semences du labeur intellectuel. (Applaudissements.)

Nous nous réjouissons, parce nous entrevoyons, dans un avenir rapproché, un accroissement de force et de prestige pour la noble profession médicale. Messieurs,

Je suppose qu'il n'y a pas ici, dans cet auditoire, d'avocats ; car avant d'exprimer toute ma pensée, je prendrais une précaution oratoire. (Rires.) A mon avis il n'est pas de profession qui approche davantage du sacerdoce que celle du médecin, non seulement parce le médecin veille au bien-être d'une moitié de l'homme, de cette partie matérielle, qui est l'instrument de ses vertus et, par là, la matière de ses mérites, mais encore, et surtout, parce que, au chevet du malade, il est à portée plus que tout autre de rendre des services inappréciables à son âme immortelle. (Applaudissements.)

Votre honorable président et monsieur le doyen d'âge parmi vos professeurs, viennent de me décerner deux gros compliments. Un compliment, comme dit le proverbe, en attire un autre. Je ne ménagerai pas le mien, la matière est abondante. (Rires.) Voici.

Si j'ai pu réussir à amener l'union, je n'étais pas seul ; car une union en suppose au moins deux (rires) ; dans l'affaire des Ecoles de médecine, nous étions vingt-deux (rires et applaudissements). En effet tous, par des voies différentes il est vrai, mais non moins sincèrement, travaillaient pour arriver au même but. Nous l'avons atteint, car tout chemin mène à Rome. (Rires et applaudissements.)

Tous ont su s'élever au-dessus des intérêts du calcul ordinaire des choses de la vie, faisant preuve de cette bonne volonté dont vient de parler Mgr l'Archevêque de Montréal. Je n'en citerai qu'un exemple, lequel en vaudra bien d'autres, je crois. Vous n'ignorez pas que, dans le passé, sur quelques petits détails, Monsieur le Président et moi, nous ne nous sommes pas toujours

entendus complètement (rires). Quand j'ai appris que M. le docteur Durocher, au milieu d'un bon nombre de collègues qui auraient pu prétendre à cet honneur, avait été porté par la vote de la Faculté au siège de la présidence, j'ai dit : C'est bien ! (Applaudissements.) Et ce qui est mieux, c'est que depuis je n'ai eu qu'à me féliciter des rapports officiels que j'ai eus avec cet honorable monsieur ; et, ce qui n'est pas plus mal, je crois pouvoir dire qu'il ne paraît pas être trop mécontent de moi. (Rires et applaudissements.)

Quant à vous, Messieurs les élèves, il ne m'appartient pas de me donner, auprès de vous, un certificat. Toutefois, j'ose espérer que vous trouverez en votre Vice-Recteur un homme aux vues larges, libéral,—pas en politique, je ne me mêle pas de politique (rires),—libéral et indulgent. Dans tous les cas, je suis certain que vous avez en lui un ami sincère et dévoué. (Applaudissements.)

Qu'il me soit permis de féliciter Monsieur le Président et Monsieur le docteur d'Orsonnens du tact qu'ils ont su mettre dans leurs paroles, des égards qu'ils ont cru devoir accorder à la circonstance. Nous pouvions craindre d'avoir à marcher sur des rasoirs ; je m'aperçois que, grâce à leur délicatesse et à leur franchise, nous nous avançons sûrement, amicalement, la main dans la main, sur un terrain ferme, vers un avenir brillant. (Applaudissements.)

Je félicite non seulement l'Ecole de Médecine, mais encore le pays tout entier, de ce que, en présence du corps des professeurs au complet, devant la foule des élèves attentifs, et aux applaudissements unanimes

de l'assemblée, le Président ait pu dire : " Tous vos professeurs sont chrétiens ; nous ne voulons pas d'autre enseignement que l'enseignement catholique ; la science médicale doit être soutenue, éclairée et dirigée par la philosophie, la philosophie chrétienne, c'est-à-dire la foi." (Applaudissements redoublés.)

Sous peu, Messieurs, je dois faire mon rapport à Rome, et Rome apprendra avec bonheur, avec allégresse, les paroles si nobles si généreuses, si catholiquement belles qui viennent de retentir dans cette enceinte. (Applaudissements redoublés.)

Je m'arrête, Messieurs ; cependant je ne reprendrai pas mon siège sans vous dire que ces espérances de secours monétaires qu'entretient M. le docteur d'Orsonnens, sans aucun doute, seront réalisées, ces appels chaleureux entendus. Il n'y a que dix minutes que le désir a été exprimé, et déjà il vient de se produire un résultat favorable. Mon voisin, qui est un riche curé, me souffle à l'oreille qu'il laisse à l'Ecole de Médecine une large part dans ses dispositions testamentaires. (Rires et applaudissements.)

Vous l'entendez, Messieurs, il dit que Saint-Lin est un riche bénéfice. (Rires.) C'est peut-être vrai ; mais Sainte-Rose vaut deux fois davantage. Par conséquent, pour chaque mille piastres que donnera le curé de Saint-Lin-des-Laurentides, le curé de Sainte-Rose de l'Ile-Jésus s'engage à en donner deux mille. Ainsi donc, marché conclu et discours fini. (Applaudissements prolongés.)

XXIX

MONTRÉAL, 8 octobre 1891.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, mardi, le 13 du courant, à 8 heures A. M. aura lieu à la Chapelle de l'Archevêché la Messe du St-Esprit, à l'occasion de l'ouverture des Cours de Théologie, de Droit, de Médecine et des Arts.

Par les présentes, Messieurs les Professeurs et Messieurs les Elèves des différentes Facultés et Ecoles où se donnent ces cours universitaires, sont invités à y assister,

J. B. PROULX, *Ptre*,
V. R. U. L. M.

Par J. U. ETHIER, *Ptre*

XXX

MONTREAL, 9 octobre 1891.

A MM. les Présidents des Elèves des Facultés
de Droit et de Médecine.

MONSIEUR,

J'ai cru vous faire plaisir en vous adressant un certain nombre d'exemplaires de l'invitation ci-incluse, avec prière de vouloir bien les faire circuler parmi vos confrères de l'Ecole de Médecine (ou de la Faculté de Droit).

Veillez accepter, Monsieur, mes félicitations pour la confiance que vous ont témoignée MM. les Etudiants en Médecine (ou en Droit) en vous élisant leur président, et croire que je suis avec beaucoup de considération.

Monsieur,

Votre très dévoué en N. S.

J. U. ETHIER, *Ptre.*

XXXI (1)

MONTREAL, 25 février 1891.

Le Révd J. B. Proulx,

V. R. U. L. M.

CHER MONSIEUR PROULX,

Souvent, en pensant à moi, vous avez dû dire :
“ Quel pauvre remplaçant et quel pauvre corres-
pondant ! ” Les circonstances, je l'avoue, sont
contre moi : vos deux longues lettres de l'année
dernière sont encore sans réponses. Mais vous le

(1) Je partais pour Rome le 5 novembre 1891. Depuis lors je n'ai fait à Montréal aucun acte d'administration en ce qui regarde les facultés. Ce soin incombait, par le choix des Evêques de la Province de Montréal, à M. le chanoine Bruchési. Il a bien voulu me mettre au courant de ce qui s'est passé à l'Université pendant mon absence par un compte rendu en date du 25 février 1892, lequel étant arrivé à Rome après mon départ, ne m'a rejoint à Paris que quelques jours avant que nous prissions la mer : ce qui explique comment il ne fait pas partie de *Devant Québec et Rome*, dont les derniers feuillets avaient été envoyés à l'imprimeur le 8 de mars. Je le cite ici presque en entier, avec les pièces qui l'accompagnaient.

savez, j'ai été une des nombreuses victimes de la grippe : voilà l'explication de mon silence, et qu'est-ce que la maladie ne fait pas pardonner ? Je suis encore à l'Hôpital des Sœurs Grises, dans trois jours je retournerai à l'Archevêché : c'est vous dire que je suis complètement guéri. Je vais pouvoir me remettre au travail ; mais j'y apporterai une prudente modération, une modération italienne. On s'est empressé de me montrer votre télégramme. Vous êtes victorieux, je vous en félicite et attends avec impatience les détails promis sur votre victoire. Vous serez peut-être parti de Rome quand cette lettre y arrivera. Je l'y adresse tout de même, sûr qu'on saura vous la faire parvenir à Paris. Je désire, avant que vous reveniez, vous rendre compte de mon administration : je commence par le commencement, l'intérêt va *crescendo*.

1° Je n'ai eu à faire aucune dépense extraordinaire pour la maison de la place Jacques-Cartier. M. Ethier a fidèlement tenu ses comptes : vous les verrez à votre retour.

2° La petite échauffourée de nos étudiants en

médecine l'automne dernier a eu un excellent résultat. Le Recorder qui a condamné les dissipés à \$100 d'amende a été trouvé bien sévère, mais les élèves ont payé l'amende et ont été depuis lors d'une sagesse exemplaire.

3° MM. Brosseau et Dagenais n'ont pas encore demandé les \$500 qui leur avaient été offerts d'abord. L'un et l'autre sont venus me voir et m'ont fait voir les documents sur lesquels ils prétendent appuyer leurs réclamations. Je leur ai dit que j'étudierais sérieusement ces documents et que je leur répondrais dans quelques jours. J'ai vu alors M. A.... et M. B.... qui m'ont dit que ces Messieurs ne pouvaient en justice réclamer aucune indemnité. Peu de temps après, M. Brosseau est revenu. Je lui ai dit : “ J'ai consciencieusement examiné votre affaire ; je l'ai soumise à quelques professeurs de notre Faculté de Droit qui trouvent comme moi que vos prétentions ne sont nullement fondées. Vous pouvez faire ce que vous voudrez, mais si vous me permettez de vous donner un conseil d'ami, soyez bien tranquilles, et ne

parlez pas de procès.” Depuis lors, nous n’avons entendu parler de rien.

4° J’étais malade, et dans mon lit, lorsqu’un entrefilet paru dans *le Monde* m’apprit la décision que venait de prendre la Faculté de Médecine. Après les vacances de Noël, tous les cours devaient se donner à la place Jacques-Cartier. C’était étrange, n’est-ce pas ? J’écrivis alors au secrétaire et au président (1). Ma dernière lettre à celui-ci a été dictée de mon lit ; je me trouvais alors chez les Sœurs Grises. Le résultat de cette correspondance vous est connu. A l’unanimité, la Faculté est revenue sur sa décision. M. Durocher s’est noblement conduit dans cette circonstance. J’étais bien décidé à ne point céder.

5° Mme B.... est venue me demander si dans le partage d’argent qui a été fait entre les professeurs de la Faculté de Médecine, on avait oublié son mari ? Cette question m’a embarrassé. M. B.... a été bien dévoué, je le sais,

(1) Voir, plus loin, Documents Nos. XXXII—XXXV.

à l'œuvre de l'Université ; son nom se trouve dans le Bill d'Incorporation de la Faculté. Aujourd'hui, le pauvre homme est malade. Est-ce une raison pour nous d'oublier les services qu'il a rendus ? et puisqu'il ne s'agit pas d'une question de justice, mais bien d'un don à titre gracieux, doit-il être traité différemment de ses collègues ? J'aurais préféré donner \$500 à Mme B.... qu'à cet X. Y. Z. Je vous dis là assez clairement ce que je pense. Mais je n'ai rien décidé. Mme B.... vous présentera sa requête quand vous serez revenu (1).

6° Enfin le dernier événement vous est connu ; ma petite note écrite aussitôt après et les journaux vous l'ont fait connaître. Les esprits étaient bien montés. Aujourd'hui le calme est revenu : tout va bien. Vous ferez passer le *bill* qu'il vous plaira, pourvu qu'il ne s'agisse dans ce *bill* que d'une corporation financière. J'ignorais jusqu'à ces derniers jours le

(1) Elle n'eut pas même la peine de présenter sa requête, ma réponse prévint sa démarche.

projet de loi qui a été soumis par vous au Saint-Siège. Je vous avoue qu'en le lisant j'ai été surpris de certaines clauses qu'il renferme (1). Ces clauses concernant le pouvoir de la Corporation de faire des règlements sur les études, les

(1) Il y a souvent, dans le règlement de questions compliquées et controversées, des exigences que seuls connaissent ceux qui sont habituellement à la peine. Dans tous les cas, Mgr Racine proposait à Rome le retranchement des phrases incriminées le 23 de janvier, plusieurs jours avant qu'aucune inquiétude ne se fût manifestée au sein des facultés. De plus le 14 de février, seulement trois jours après l'assemblée dont M. le chanoine Bruchési vient de donner un compte rendu, alors que j'ignorais encore complètement ce qui se passait à Montréal, j'écrivais à un membre du Conseil d'affaires : " Les
" phrases retranchées sont celles que vous savez. Ce retran-
" chement n'attaque pas le principe constitutif du Bill, l'import-
" tant est de se constituer en personne civile. . . . Maintenant,
" entre nous et pour personne autre, je ne vous cacherai pas
" que ce retranchement, à mon avis, nous sauve peut-être de
" plusieurs difficultés. Quand notre bill serait devenu public, à
" la dernière heure, les Collèges affiliés et les Facultés auraient
" pu venir nous dire que nous mettions le pied sur leur terrain.
" C'est bien plutôt sur leurs privilèges que nous empiétons,
" si empiétements il y avait, que sur les droits du Conseil
" Universitaire : car, de ce côté-là, nous n'allions pas plus
" loin que la Constitution *Jam dudum*, et les Evêques de la
" Province de Montréal sont maîtres d'étendre à qui ils veulent l'exercice de leurs attributions, pourvu qu'ils se gardent
" le droit de veto. "

examens, le bon gouvernement des Facultés, le progrès des études dans les collèges affiliés, ces clauses, dis-je, *on* me l'a appris, doivent disparaître. Il le faut absolument, si nous ne voulons pas éterniser la guerre ; et j'ai promis aux professeurs de Droit et de Médecine réunies qu'elles disparaîtraient. Cette déclaration a eu le meilleur effet ; vous avez pu en juger par les résolutions qui ont été votées à l'unanimité. L'assemblée, grâce aux chicanes qu'a voulu me faire M. X. Y. Z., n'a fini qu'à 11 h. $\frac{1}{2}$ du soir ; elle avait duré 2 h. $\frac{1}{2}$. X. Y. Z. a été traité comme il le méritait et je lui ai dit sans gêne ce que je pensais de lui. Les autres professeurs se sont conduits comme de vrais gentilshommes et sont partis contents. J'ai béni Dieu de cet heureux résultat et, vraiment, il y avait lieu.

De plus, je vous en prie, faisons en sorte que toutes les Facultés soient contentes du *bill* qui sera présenté. (1)

(1) Pour ma part, je suis bien décidé (et j'en donne assez de preuves) à ne pas empiéter, non plus qu'à laisser empiéter, sur les droits des facultés. Loin de là, je suis même disposé à

Ne soyez pas inquiet au sujet des annonces officielles ; j'y verrai dans le cas où votre départ d'Europe serait retardé.

La Minerve et *la Presse* ont publié ce qu'elles ont appelé le texte complet du bill. C'est une fausseté d'abord, et de plus une indiscretion impardonnable. J'ai été tenté de répondre ; mais à quoi bon ? Notre cause est gagnée, nos professeurs savent à quoi s'en tenir, et vous allez revenir bientôt.

Voilà, mon cher Vice-Recteur, ce que j'ai fait. A votre tour maintenant, il vous reste de grandes choses à accomplir ; je vous verrai sans peine reprendre la charge et l'honneur. Veuillez présenter mes respectueux hommages à Mgr Ra-

leur prêter main forte, dans les conditions voulues, pour que leurs privilèges leur soient garantis dans toute leur étendue par l'autorité civile. D'un autre côté, il faut savoir admettre que les administrateurs financiers actuels de l'Université Laval à Montréal ont aussi des droits, des privilèges et une liberté d'action, qu'il convient de respecter. Quelques professeurs (et je dois dire qu'ils sont peu nombreux) quelquefois semblent paraître un brin être enclins à se croire toute l'Université. *Cuique suum.*

cine et agréer vous-même l'assurance de mes
bien affectueux sentiments.

P. N. BRUCHÉSI, *Chan.*,
V. R. U. L. pro. temp.

XXXII

ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL,
le 28 décembre 1891.

Monsieur H. E. Desrosiers, M. D., Secrétaire de
l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de
Montréal, Faculté de Médecine de l'Uni-
versité Laval à Montréal.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

Le Monde de samedi dernier publiait l'entre-
flet suivant :—

LAVAL-VICTORIA.

“On nous apprend qu'après les vacances du
nouvel an, tous les étudiants de l'Ecole de
Médecine et de Chirurgie, Faculté de Médecine

Laval de Montréal, seront réunis sous un même toit. On sait que depuis l'union effectuée au mois d'octobre dernier, les élèves suivaient les cours en deux sections : les uns à l'ancienne Ecole Victoria, les autres à la Succursale. La chose présentait nombre d'inconvénients. Pour y remédier, la Faculté a résolu qu'à l'avenir tous les cours seraient donnés dans les bâties de la Succursale, place Jacques-Cartier."

Je n'y ai tout d'abord attaché aucune importance et je n'y ai vu qu'une de ces nouvelles fantaisistes souvent lancées dans le public par les journaux. Car, il me semblait impossible que la Faculté de Médecine prît tout à coup une détermination aussi grave sans consulter le Vice-Recteur ou son suppléant. Cependant, voilà que l'on m'affirme que la nouvelle publiée dans *le Monde* est vraie et que le changement annoncé est une affaire réglée par MM. les Professeurs. Je ne puis vous dissimuler, M. le Secrétaire, mon étonnement profond, mais je ne veux rien dire avant de savoir officiellement ce qui s'est passé. Je vous prie donc de vouloir

bien me fournir, le plus tôt possible, les renseignements que mes fonctions de Vice-Recteur me donnent le droit d'attendre dans cette question. Vous m'obligerez aussi en me disant de quelle manière et dans quels termes il a été décidé au mois d'octobre dernier qu'une partie des étudiants iraient à l'ancienne Ecole Victoria et l'autre à la maison de la place Jacques-Cartier.

Agréez, M. le Secrétaire, l'expression de mes sentiments bien dévoués,

P. N. BRUCHÉSI, *Chan.*,

V. R. U. L. pro temp.

XXXIII

ARCHEVÊCHÉ DE MONTRÉAL,

28 décembre 1891.

A M. L. B. Durocher, M. D. C. M., Président de
la Faculté de Médecine de l'Université
Laval à Montréal.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai appris, samedi dernier, par hasard, et d'une manière très incomplète, ce qui vient de se passer à la Faculté de Médecine. On m'a dit qu'à une assemblée où vous étiez absent, où plusieurs professeurs étaient présents, il a été décidé qu'après les vacances du nouvel an l'ancienne Ecole Victoria serait abandonnée et que tous les élèves viendraient pour les cours à la maison de la place Jacques-Cartier. Ce projet ne m'avait pas été communiqué avant l'assemblée ; on ne m'en a rien fait connaître après, mais on s'est empressé de faire publier dans un

journal la décision qu'on avait prise. Je vous avoue, M. le Président, que cette conduite des professeurs,— je veux dire un certain nombre des professeurs.— de la Faculté m'a surpris et affligé. Mais, je n'ai encore rien d'officiel. Ce matin, j'ai écrit à M. Desrosiers pour lui demander des renseignements sur cette affaire. Quand j'aurai reçu sa réponse, je vous verrai. Je compte sur votre bonne volonté, M. le Président, sur votre influence pour empêcher tout ce qui à l'heure actuelle pourrait troubler l'harmonie au sein de la Faculté et entraver le progrès d'une œuvre que nous avons tous tant à cœur.

Veillez agréer, M. le Président, l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

P. N. BRUCHÉSI, *Chan.*,

V. R. U. L. pro temp.

XXXIV

94, RUE SAINT-DENIS, Montréal, 29 décembre 1891.

M. l'abbé Bruchési, Vice-Recteur *pro temp.*
de l'Université Laval, Montréal.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 28 décembre par laquelle vous me demandez s'il est vrai que, comme les journaux politiques l'ont affirmé, " l'Ecole de Médecine et de Chirurgie a décidé de faire donner à l'avenir tous les cours dans les bâtisses de la Succursale, 45 place Jacques-Cartier." Voici ce qu'en réponse je crois pouvoir vous dire.

Il a été résolu par la Corporation de l'Ecole, après avis de motion dûment donné à l'avance et convocation de tous les membres, " que *durant le deuxième trimestre* de l'année 1891-92, les cours de *finales* se donneraient au N° 45, place Jacques-Cartier." Cela ne veut pas dire

tous les cours, puisque le cours d'Anatomie Pratique continue à se donner à l'Ecole, Avenue des Pins. Cela ne veut pas dire, non plus, que ce sera pour toujours, mais seulement pour le second terme.

Quant aux raisons qui ont motivé ce changement, je me permets de vous les dire, bien que vous ne me les demandiez pas. Dans tout le cours du premier terme, un bon nombre des élèves de finales se sont plaints du dérangement qu'ils éprouvaient à être obligés de monter à l'Ecole pour leurs cours. D'autre part, plusieurs professeurs s'accommodaient mal de cette disposition, et n'étaient pas les derniers à s'en plaindre. Quand une pétition fut présentée à l'Ecole par les élèves, elle reçut l'appui de la majorité des professeurs présents, et si l'Ecole a cru devoir y faire droit, ç'a été en partie pour accommoder ceux des élèves qui avaient souffert de l'état de choses antérieur, et en très grande partie pour rendre justice à la majorité des professeurs qui doivent donner les cours de finales durant le second terme et qui se plaignent du dérangement.

gement que leur cause l'éloignement de l'Ecole, et des mauvaises conditions hygiéniques des salles de cours. En leur rendant la tâche moins pénible, la Corporation de l'Ecole n'a pas cru devoir outrepasser ses pouvoirs.

Vous désirez savoir, en outre, “ de quelle manière et dans quels termes il a été décidé qu'une partie des étudiants iraient à l'ancienne Ecole Victoria, et l'autre, à la maison de la place Jacques-Cartier.”

Sur ce point, M. le Vice-Recteur a laissé la Corporation absolument libre de décider ce qui semblerait le plus convenable dans les circonstances, et n'est intervenu en aucune manière pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. A maintes reprises, il a dit à quelques professeurs (et si ma mémoire ne me fait point défaut, il l'aurait dit devant toute la Faculté) : “ Donnez tous les cours à l'Ecole ou donnez-les tous ici, ou encore, divisez-les entre les deux bâtisses, je n'ai pas à y voir et l'Ecole est parfaitement libre de faire ce qu'elle voudra.”

C'est le 19 septembre qu'il a été décidé, sur division, que les cours de primaires se donneraient au No 45 place Jacques-Cartier, et ceux de finales à l'Ecole, et cela durant toute l'année. Or, si, samedi dernier, la Faculté a cru devoir revenir sur une semblable décision, c'est, comme il a été dit plus haut, en partie pour mieux accommoder un bon nombre d'élèves, et surtout, pour se rendre au désir de la majorité des professeurs intéressés, et si aucune autorisation particulière n'a été demandée au Vice-Recteur *pro tempore* c'est que, le 19 septembre dernier, l'Ecole n'avait demandé aucune autorisation de ce genre à M. l'abbé Proulx, celui-ci nous ayant, à l'avance, laissé toute liberté d'action sur ce point. En outre, l'Ecole, en transportant une autre partie des cours en bas, ne devait pas aller à l'encontre des vues de M. Proulx, puisque M. Proulx aurait également accepté cette solution si nous l'avions adoptée le 19 septembre, au lieu du 23 décembre.

Espérant que ces explications seront de na-

ture à vous satisfaire, j'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Vice-Recteur, d'agréer l'assurance de mes sentiments très distingués.

H. DESROSIERS.

XXXV

HOPITAL GÉNÉRAL DES SŒURS GRISES,

MONTREAL, 2 janvier 1892.

M. L. B. Durocher, M. D., Président de la Faculté
de Médecine de l'Université Laval à
Montréal.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Depuis la visite que vous avez eu la bonté de me faire en réponse à ma lettre du 28 décembre dernier, j'ai reçu certaines communications que je crois devoir porter à votre connaissance. Quelques élèves de l'Ecole, venus en députation auprès de moi, croient avoir le droit de se plaindre amèrement de la manière dont ils ont été

traités. Ils me disent que la requête présentée à la Faculté, lors de l'assemblée du 23 décembre, ne représente nullement la majorité des étudiants; que sur cette liste se trouvent les noms d'élèves qui n'ont jamais donné leur signature; que le changement décidé lors de la dite assemblée serait désavantageux pour un grand nombre d'entre eux sous plus d'un rapport et qu'une contre-requête serait présentée aux professeurs immédiatement après les vacances du nouvel an. D'un autre côté, je sais, et vous n'ignorez pas vous-même, M. le Président, que plusieurs des professeurs sont entièrement opposés à la mesure adoptée le 23 décembre dernier. De sorte que, ce vote pris, comme m'en a informé M. le Secrétaire dans sa lettre du 29 décembre, pour répondre aux vœux des élèves et aux réclamations de quelques professeurs, aura pour résultat inévitable de créer un soulèvement parmi nos jeunes gens et de semer la division au sein de la Faculté. Certes, le moment serait mal choisi pour nous diviser, lorsque Mgr l'Evêque de Sherbrooke et M. le Vice-Recteur travaillent à

obtenir à Rome de nouvelles faveurs pour notre Université. Aussi, je l'espère, M.M. les Professeurs comprendront qu'il est de leur devoir de revenir sur la décision prise le 23 décembre dernier. Ce serait un grand regret pour moi d'apprendre qu'ils ne se sont point rendus au désir que je leur exprime dans l'intérêt de la paix et de l'harmonie. Mais je suis assuré d'avance qu'il n'en sera pas ainsi, et je compte sur leur bon esprit, leur prudence et leur dévouement.

Agréez, M. le Président, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

P. N. BRUCHÉSI, *Chan.*,
V. R. U. L. pro. temp.

XXXVI

LE MOT DE LA FIN.

Nous toucherons bientôt au terme de la traversée : déjà nous sentons comme une bise du pays qui souffle des côtes d'Amérique. Notre projet de loi, lui, touche-t-il au terme de ses péripéties ?

Je l'espère.

Cependant je ne serais aucunement surpris si, à la dernière heure, il rencontrait de nouvelles difficultés. C'est dans l'ordre ; c'est le sceau des entreprises vigoureuses, faites pour durer, dont les aspirations s'élèvent au-dessus des préoccupations mesquines du moment.

Dans tous les cas je serai jusqu'à la fin fidèle aux principes qui ont présidé dès le commencement à l'organisation de cette administration financière : bases larges qui puissent embrasser les intérêts de toute la province et donner confiance à tous les courants d'opinion, respect des droits et privilèges tant de l'Université que des facultés, part considérable faite aux laïques

dans la gestion des affaires pécuniaires, surveillance efficace assurée aux évêques qui seront toujours directement ou indirectement les principaux fournisseurs de la Corporation, *veto* de l'Archevêque de Montréal au besoin dans toutes les émergences critiques.

Après cela, s'il faut tomber, pour me servir d'une expression retentissante, tombons tout d'une pièce, sans compromis ni faiblesse, comme Roland à Roncevaux.

Les causes justes ne meurent pas. Elles trouvent dans leur défaite momentanée le germe de leur succès définitif.

La mort du juste est une semence de résurrection. *Mortui qui in Christo sunt, resurgent primi.*

J. B. PROULX, *Ptre,*

V. R. U. L. M.

THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 100 PART 1 2000

TABLE DES MATIÈRES.

QUATRIÈME RAPPORT.

PRÉFACE.—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à Sa Grandeur Mgr Ed. Chs Fabre, Arche- vêque de Montréal, 1 avril 1892.....	3
I. —Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. V. Daubigny, directeur de l'Ecole Vété- rinaire, 5 août 1891	5
II. —Lettre du Rév. Thos. E. Hamel, Pro- Recteur de l'Université Laval, à l'abbé J. B. Proulx, 2 octobre 1892...	6
III. —Extrait des délibérations du Conseil Universitaire, tenu le 2 octobre 1891..	7
IV. —Lettre de Sa Grandeur Mgr L. F. Lafleche, Evêque des Trois-Rivières, à l'abbé J. B. Proulx, 4 septembre 1891.	8
V. —Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Dr L. B. Durocher, président de l'E. de M. et de Ch. F. M. L. M., 6 septembre 1891.....	10
VI. —Sentence arbitrale par MM. Louis Allard, Louis J. Lamontagne, et Alfred Roy, 17 septembre 1891..	11
VII. —Résolution des Evêques de la Pro- vince de Montreal, 24 septembre 1891.	26
VIII. —Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Dr H. E. Desrosiers, Sec. de la Fa- culté médicale, 20 octobre 1891.....	28

IX.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx aux membres d'un comité de l'Ecole de Médecine, 15 octobre 1891.....	30
X.	—Lettre de M. le Dr Durocher à l'abbé J. B. Proulx, 26 octobre 1891.....	35
XI.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx aux membres du Comité des Finances de l'Université L. M., 28 octobre 1891.....	37
XII.	—Résolution du Comité des Finances de l'Université Laval, en faveur de l'Ecole de Médecine, 28 octobre 1891.	42
XIII.	—Résolution du Comité des Finances de l'Université Laval, en faveur des anciens membres de la F. de M., 28 octobre 1891	46
XIV.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Dr L. B. Durocher, 29 octobre 1891..	48
XV.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Dr Desrosiers, 30 octobre 1891.....	50
XVI.	—Lettre de M. le Dr Desrosiers à l'abbé J. B. Proulx, 31 octobre 1891.	51
XVII.	—Lettre de M. le Dr L. B. Durocher à l'abbé J. B. Proulx, 1 ^{er} novembre 1891.....	53
XVIII.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Dr Desrosiers, 3 novembre 1891.....	55
XIX.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à Mgr Ed. Chs Fabre, 4 novembre 1891.....	56
XX.	—Lettre de M. le Chanoine Z. Racicot, Procureur de l'Archevêché de M. à	

	l'abbé J. B. Proulx, 28 novembre 1891.....	58
XXI.	—Quittance à la Corporation épiscopale par les anciens membres de l'Ecole de M., 26 novembre 1891.....	62
XXII.	—Quittance à la Corporation épiscopale par les anciens membres de la Faculté de M., novembre 1891.....	74
XXIII.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Chan. Z. Racicot, 15 décembre 1891.	79
XXIV.	—Lettre de M. le Chan. Z. Racicot à l'abbé J. B. Proulx, 19 janvier 1892..	82
XXV.	—Lettre de MM. les Drs A. Dagenais et A. T. Brosseau à M. le Chan. Z. Racicot, 4 décembre 1891	84
XXVI.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à M. le Chan. Z. Racicot, 3 février 1892.....	86
XXVII.	—Lettre du Rév. L. M. Taillon, curé de St-Michel de Napierville à l'abbé J. B. Proulx, 13 septembre 1891.....	93
XXVIII.	—Ouverture des cours à l'Ecole de Médecine, Faculté Médicale de Laval, 5 octobre 1891	94
XXIX.	—Lettre de l'abbé J. B. Proulx à MM. les Professeurs et les Elèves de l'Université, 8 octobre 1891.....	118
XXX.	—Lettre du Rév. J. U. Ethier aux Présidents des Elèves, 9 octobre 1891.....	119
XXXI.	—Lettre de M. le Chanoine P. N. Bruchési, V. R. <i>pro tempore</i> , à l'abbé J. B. Proulx, 25 février 1892.....	120

XXXII. —Lettre de M. le Chan. P. N. Bruchési à M. le Dr H. E. Desrosiers, 28 décembre 1891.....	128
XXXIII.—Lettre de M. le Chan. P. N. Bruchési à M. le Dr L. B. Durocher, 28 décem- bre 1891.....	131
XXXIV. —Lettre de M. le Dr H. E. Desrosiers à M. le Chan. P. N. Bruchési, 29 décembre 1891	133
XXXV. —Lettre de M. le Chan. P. N. Bruchési à M. le Dr L. B. Durocher, 2 janvier 1892.....	137
XXXVI. —Le mot de la fin	140

